

LE MARXISTE-LÉNINISTE

JOURNAL MAOÏSTE DE L'UCFML

GRUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

MENSUEL fin Juin-fin Juillet

No 27-28

4 FRANCS

L'IMPERIALISME, C'EST LA GUERRE!

Légionnaires au Zaïre



La manifestation clandestine contre l'intervention française au Zaïre.

Le maoïsme, c'est la REVOLUTION!

SOMMAIRE

- ÉDITORIAL p 2
- Union de la gauche : l'heure des bilans p 3
- MAI 68 - MAI 78 :**
- Le bilan maoïste de la période Mai 68 - Mai 78 p 5
- Une école sur Mai 68 (Paris-Ouest) p 11
- Mémoire vivante d'une tempête (Reims) p 13
- NOUVELLES DU MIDI :**
- Les assassins de La Ciotat p 14
- Contre les expulsions (Salon) p 16
- ETUDES MAOÏSTES :**
- Où en est la crise ? p 17
- Un film pour la résistance p 18

LUTTE FRONTALE CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS :

- Vive le mouvement de la jeunesse anti-impérialiste (Dijon-Besançon) p 19
- Attaquons le foot impérialiste (Toulouse) p 21
- Le «Mundial» des fascistes p 22
- On a raison de se révolter contre le fantoche Mobutu, ses coopérants et ses prétoriens français p 23
- Polynésie: des Iles sous le joug colonial p 25
- Une convention scélérate p 27
- Soutien à la lutte du peuple Tchadien contre l'impérialisme français p 28
- Restauration coloniale et féodale aux Comores p 28

PSYCHIATRIE ET

POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE :

- Feu sur la psychiatrie bourgeoise p 29
- Gildas Le Coënt libéré : une grande victoire p 32

EDITORIAL

La situation dans les masses est celle du bilan des élections, du bilan de la chute de l'union de la gauche. Il faut prendre au sérieux cette donnée, il faut être le point fixe de la voie révolutionnaire dans ce travail difficile du peuple sur lui-même. L'UCFML s'engage aux avants-postes de toutes les situations de masse pour y soutenir le débat politique de fond, et proposer le renforcement immédiat de l'avant-garde : la rupture décisive avec le parlementarisme impérialiste, la force organisée de la politique maoïste.

Des bilans, il y en a déjà dans les faits.

A Cléon, un noyau de jeunes ouvriers français, silencieux et violents, occupent l'usine. Pas de programme (on reprend le catalogue syndical), pas d'organisation de la classe ni du peuple. Au matin, face aux 150 jeunes et syndicalistes retranchés derrière les grilles, une assemblée restreinte cautionne passivement la grève. Après des contradictions, la CGT et le PCF structurent le mouvement en brandissant la «vaste revendication chez Renault» et en greffant sur cette révolte le programme commun actualisé, la nécessité des «luttés». Les flics briseront ce sursaut, dans un climat d'illusions extrêmes («ils ne viendront jamais» etc...)

Cléon, c'est un bilan anarcho-syndicaliste exemplaire de la débâcle parlementaire. Notre travail a été de porter la question politique dans les masses et d'explorer la nature de la réticence, de la passivité du plus grand nombre : anti-révisionnisme méfiant ? Ou position de droite ? C'est incertain, car il n'y a aucune formulation positive, hormis la nôtre, de cette méfiance. Elle est à conquérir par un intense travail d'agitation propagande et de débat.

A Flins, c'est la reprise intégrale des révoltes de classe de 73. Conscients quelque part de l'affaiblissement de la logique parlementaire, les OS immigrés reprennent en somme les choses où ils les ont laissées : anti-hiérarchie, haine des chefs, ateliers soudés comme un seul homme, discussion de puissance à puissance entre le comité de grève et les syndicats. Les ouvriers des presses ont protégé leur mouvement contre sa noyade dans des actions d'ensemble révisionnistes, malgré le forcing CGT pour mettre Cléon, Flins, les grévistes de professionnels dans le même sac. Les masses de l'usine sont d'accord avec la justesse du mouvement, mais n'en font pas leur bataille. Il n'y a pas d'alternative positive au refus de masse du «soutien» syndical (grèves de quelques heures). Cette question de la ligne de bataille unificatrice en dehors de la manœuvre syndicale est complexe. Le seul thème programmatique (P1 pour tous) ne suffit pas aujourd'hui, ni même la donnée anti-répressive (flics dans l'usine). Là encore, l'anti-révisionnisme spontané est au bout du rouleau, et le refus de l'embrigadement syndicaliste oscille entre une position d'avant-garde (extrême intérêt pour le débat politique que nous proposons) et un attentisme favorable à l'ancienne bourgeoisie.

Tout ceci s'inscrit dans un contexte où le bilan chemine, sans que le parlementarisme d'ensemble, avec ses effets d'incertitude ou de syndicalisme «dur», soit positivement ébranlé par les masses.

L'ancienne bourgeoisie, délivrée transitoirement de son adversaire bourgeois (l'union de la gauche), attaque le peuple à marches forcées : libéralisme sauvage en économie ; menaces racistes de Stoléro (contre les ouvriers des Sonacotra) et de Saunier Seïté (contre les étudiants étrangers) ; apologie du militarisme raciste au Zaïre et ailleurs ; meetings des groupes fascistes ...

La défensive des nouveaux bourgeois, qui sont dans une période de recomposition difficile, veut surtout, y compris contre ses «contestataires», maintenir en vie les thèmes ouvriéristes et syndicalistes. Elle enfle sans mesure les révoltes, et tente de contrôler quelques grèves de vaste ampleur (arsenaux).

Nos lignes d'action sont claires :

a- Porter partout le débat sur le bilan des élections, et proposer explicitement le ralliement de l'avant-garde, le chemin de la politique révolutionnaire du peuple. Montrer que la ligne syndicaliste (les «luttés») est aujourd'hui un facteur de division. Seul un bilan positif et autonome permet d'unifier jeunes et vieux, français et immigrés dans une force d'ensemble anti-impérialiste.

b- Monter en première ligne sur les fronts de classe, contre l'attaque des bourgeois en place, en luttant contre toute mendicité auprès de l'État : anti-racisme, anti-fascisme, anti-flics, avec le front des expulsions et des extraditions, celui des révoltes ouvrières, celui des expéditions militaires coloniales, celui du remembrement. Partir avec franchise de la réalité actuelle des forces, et montrer qu'il faut les accumuler, à la fois contre le capitulationnisme devant l'État parlementaire (trotskystes et PS) et contre la tentation putschiste (autonomes).

La confusion actuelle est nécessaire, elle n'aura qu'un temps. A échelle mondiale, les facteurs de guerre s'accumulent, car le social-impérialisme est lancé dans l'expansion militaire, cependant que les impérialismes européens, et en particulier français, se démentent pour protéger leurs positions. A échelle nationale, les facteurs de guerre de classe s'accumulent, car le gouvernement des bourgeois classiques veut profiter de la situation parlementaire pour museler le peuple et redéployer jusqu'au bout la société impérialiste.

Soyons les éclaireurs de ces grandes tensions !

VIVE LE DÉBAT POLITIQUE DE MASSE !

OFFENSIVE, RÉSISTANCE ET TENACITÉ SUR LES FRONTS DE CLASSE !

NE LAISSONS RIEN PASSER !

RECRUTEMENT AUX CPACs, AUX NOYAUX, mais aussi à L'U.C.F.M.L., COEUR DE L'AVANT-GARDE !

SOUTIEN A L'ÉLARGISSEMENT NATIONAL COMPLET DES PERMANENCES ANTI-EXPULSION !

Union de la gauche : l'heure des bilans

L'HEURE DES RANCOEURS

A gauche, c'est l'heure des bilans, des rancœurs, et des règlements de compte. Cette défaite électorale n'est pas de celles après lesquelles il puisse être dit : raté de peu pour cette fois, mais on reprend les mêmes, on recommence, et à la prochaine on passe ! Même à «gauche», tout le monde sent bien que «l'Union de la gauche» telle qu'elle s'est développée depuis 1972, c'est bien fini. Et naturellement, ce sont les ralliés de la dernière heure, les révolutionnaires blasés et repentis, ceux qui disaient ne rien en attendre mais qu'il fallait voter à gauche «pour que ça change» qui sont aujourd'hui les plus aigris. Quand ils ne se répandent pas en propos carrément réactionnaires sur le conservatisme du peuple français, ils sombrent tout simplement dans la dépression et la commémoration nostalgique de leurs hauts faits du temps de la Gauche Proletarienne.

L'opportunisme et la cécité politique procurent peut-être de brèves euphories pré-électorales alimentées de sondages, mais les réveils sont durs. Tant pis pour eux ! Il leur suffisait, non pas de nous rallier, c'est trop leur demander, mais simplement de nous écouter un peu, cela leur aurait ménagé une transition moins douloureuse vers la période nouvelle qui s'ouvre à présent.

Cette rancœur, ils la partagent cependant avec d'autres, qui eux, sont des militants, et qui se sentent surtout frustrés d'une victoire qu'ils croyaient possible avec ses récompenses en matière de pouvoir dans l'entreprise, les écoles et dans l'État. Cela fait déjà un curieux chœur de mécontents. Et quand à ceux-là s'ajoutent les éternels gardiens des principes, les spécialistes du «on vous l'avait bien dit», on assiste à ce pitoyable spectacle : des voix discordantes s'élevant d'un peu partout pour critiquer au nom de la base, saine enthousiaste et cruellement déçue, des dirigeants cyniques qui l'ont trompée et conduite à la défaite.

Spectacle pitoyable parce que politiquement nul : ces critiques là n'ont rien à dire sur le fond. Voyons cela un peu plus en détail.

LE PCF

C'est lui qui tient la vedette. Cela ne signifie pas que la crise y soit profonde. Mais l'habitude qu'il avait jusqu'à récemment de pratiquer l'excommunication fracassante des «opposants» et l'extrême attention que porte la bourgeoisie classique à tout ce qui pourrait affaiblir ses rivaux les nouveaux bourgeois lui ont incontestablement fait un gros succès de presse.

Deux types de critiques s'adressent à la direction. Celles du type «Elleinstein» ou «réformiste» et celles du type de l'inévitable Althusser. Les thèmes développés par ces critiques diffèrent quelque peu, mais surtout elles ne représentent pas des forces équivalentes au sein du PCF.

Les «réformistes»

La politique d'Union de la gauche suivie depuis 1972 a eu, surtout ces dernières années, des effets internes au sein du PCF lui-même.

S'y sont en effet ralliés une couche de militants et d'intellectuels qui sont en fait loin d'adhérer au projet de capitalisme bureaucratique d'État, et à la nature fondamentalement social-fasciste de ce projet. Ce ralliement a été facilité par les distances que le PCF a prises vis-à-vis de l'Union Soviétique et du PCUS. L'origine de ce courant est fondamentalement dans le fait que, tirant le bilan de l'échec du PCP, le PCF a, ces dernières années, très largement privilégié l'aspect parlementaire de sa politique. Quoiqu'en dise Marchais dans son rapport au Comité Central, il fonctionnait ces derniers temps essentiellement, y compris dans sa polé-

mique avec le PS, comme un parti presque exclusivement propagandiste et parlementaire, délaissant l'autre aspect de sa politique : l'encadrement social-fasciste du mouvement de masse. Il a pu ainsi apparaître comme le plus à «gauche» des partis de l'Union de la gauche, un garant contre les tentatives centristes du PS, l'axe de la politique unitaire.

Ces gens là se sentent frustrés d'une victoire et leurs critiques s'ordonnent autour de plusieurs thèmes :

- un opportunisme bourgeois des plus francs : certes, le PS vire à droite, disent-ils, mais il fallait faire des concessions car l'essentiel c'est d'aller au pouvoir, on verrait après..

- une négation du rôle «d'avant-garde» du PCF : ils souhaitent que le parti «se fonde» dans les masses, prenne en compte toutes les aspirations nées de mai 68, intègre le mouvement des femmes, des jeunes, etc..., ne prétende plus à la direction au nom de la classe ouvrière, soit une force de proposition, etc...

- la nécessité de dire franchement que l'URSS n'a plus rien de socialiste, mais sans pour autant proposer la moindre analyse de sa dégénérescence sinon qu'elle est dûe à l'arriération de la Russie tsariste.

- enfin une critique du «centralisme démocratique» allant de la revendication du droit de tendance, jusqu'à la négation de toute nécessité de centralisme.

Il faut évidemment être un bourgeois (nouveau ou ancien) pour estimer qu'il s'agit là d'une critique du «léninisme» du PCF puisque celui-ci n'a plus rien de léniniste. Ce à quoi s'en prennent ces critiques à travers le «léninisme», c'est à la spécificité du PCF et de son projet, ils souhaitent en fait que le PCF devienne un parti bourgeois classique, un bon PS ou un PCI, du moins tel qu'il leur apparaît être aujourd'hui dans le compromis historique.

Althusser, lui, dit tout autre chose et ne représente toujours pratiquement rien en terme de force au sein du PCF.

Il dit : la direction fixe la ligne et en change non seulement toute seule, mais sans le dire aux militants ; le PCF est organisé à l'image de l'armée bourgeoise, c'est une machine à dominer les militants où la démocratie est totalement absente. L'idéologie du PCF n'a plus rien de marxiste. Le PCF ne représente même pas la classe ouvrière : seuls un tiers des ouvriers votent pour lui. Bref, on se demande vraiment pourquoi Althusser y reste. Sa figure de gardien des principes, son acharnement didactique à poser les «bonnes questions» seraient plutôt pitoyables si ne pointait, à travers les solutions proposées, la nature réelle de son projet. Althusser oppose en effet à la désastreuse (pour lui) orientation parlementariste du PCF la nécessité de faire «l'Union à la base», de susciter et de diriger le mouvement de masse à l'assaut de la bourgeoisie et de l'État. Or que serait ceci avec le parti que par ailleurs il nous décrit si ce n'est le social-fascisme ? Althusser peut se rassurer : le PCF ne réinscrira certainement pas dans ses statuts la dictature du prolétariat, mais les temps qui viennent l'amèneront sans aucun doute à s'avancer dans la direction qu'il lui propose pour chevaucher à sa manière le mouvement de masse...

Nullité politique complète

Ce qui est frappant dans ces critiques, qu'elles viennent d'Elleinstein ou d'Althusser, c'est leur extrême nullité politique. Il est clair que dire «le parti n'est pas assez lié aux masses» ou «son fonctionnement n'est pas démocratique» n'a strictement aucun sens si ce n'est pas référé à la ligne politique suivie. Or ces critiques ne disent rien de la ligne, rien du projet politique d'ensemble du PCF. Ce qu'ils font semblant de prendre pour une ligne, c'est des inepties du genre : l'Union est partie d'en haut au lieu de venir d'en bas et autres considérations géométriques où la métaphore de l'ascenseur joue un rôle central, où l'on s'envoie à la figure du pyramidal, du monolithisme, de l'horizontal opposé au vertical, etc...

En fait, ces critiques ont pour origine la contradiction permanente où se trouve le PCF et qui s'aiguise à chaque échéance électorale. La spécificité du projet du PCF : le capitalisme d'État, exige en effet une politique à double face. D'un côté utiliser le parlementarisme, mais c'est l'aspect tactique secondaire, de l'autre infiltrer l'appareil d'État et enrégimenter les masses pour préparer la prise d'un pouvoir que le PCF ne peut exercer que seul et hors du cadre parlementaire. Ceci exigeait dans la période récente de porter un coup d'arrêt à la progression du PS. Prise dans cette contradiction, la direction du PCF a navigué au plus près et ne s'en est finalement pas mal tiré : le PS est le grand perdant, au moins subjectivement, le PCF a gagné des sièges et conservé son image de parti cohérent travaillant à des changements profonds. Qu'il ait, ce faisant, dévoilé quelque chose de sa nature social-fasciste, c'est évident, mais cela c'est à nous de l'exploiter auprès de ceux qui ne l'ont pas encore compris.

Dans ces conditions, que signifient des critiques qui ne disent rien sur le projet du PCF ? Soit elles viennent de gens qui n'ont rien compris, qui se sont trompés de parti et qui s'en rendent compte maintenant seulement (cela, après tout, peut arriver) : ils partiront. Soit plutôt, et c'est l'écrasante majorité, ce sont des critiques qui sont entièrement internes au projet du PCF et expriment des divergences sur la tactique : pas assez de compromis parlementaire pour les uns, trop pour les autres et depuis trop longtemps ! Et si ceci s'habille de grands discours sur la démocratie interne, c'est que de brandir ce thème sur lequel tous se retrouvent, chacun espère en fait une progression de ses positions et de son propre pouvoir dans le parti. Si c'était plus démocratique, se dit Althusser, comme je serais moins isolé !

Mais pour le PCF dans son ensemble, quelle excellente opération ! Car dans tout cela une seule chose, à quoi il tient, n'est jamais remise en cause : c'est qu'en dehors du PCF, point de salut ! Car ce qui donne ce ton grandiloquent à ces critiques, c'est que pour eux le changement en France passe par le changement du PCF !

Pour le reste Marchais n'aura aucun mal, devant le Comité Central, à mettre en évidence l'opportunisme des uns, le théoricisme des autres, et l'incohérence politique de tous.

Et maintenant ?

Le PCF lui, reste, ces péripéties écartées, devant sa contradiction. Ces élections ont une fois de plus démontré la grande difficulté pour lui à utiliser le parlementarisme : son électorat stagne, dans ces conditions il ne peut aller au gouvernement qu'avec un PS hégémonique, ce qui le contraindrait bientôt à le quitter car l'antagonisme entre leurs politiques apparaîtrait immédiatement.

En fait, l'exemple de l'Europe du Sud le montre, la nouvelle bourgeoisie ne semble pouvoir s'installer solidement au pouvoir (quitte à le partager transitoirement) que lorsque le parlementarisme lui-même est en crise grave, ce qui s'accompagne toujours d'une grande faiblesse de la social-démocratie (Italie). Dans le cas contraire (Espagne, Portugal, France), il en est sévèrement tenu aux lisières par ses adversaires bourgeois. Il reste donc au PCF, jusqu'à la prochaine élection où il jouera encore la carte de l'Union de la gauche (il n'en a pas d'autre sur ce terrain) à poursuivre la difficile cumulation de ses forces, en progressant dans les municipalités, l'appareil d'État, les entreprises, en structurant et tentant d'élargir sa base de masse, le tout sous le drapeau de « l'Union du peuple de France ».

LE PS

Plus discret, le PS, lui, est cependant gravement touché par la défaite. L'abatement dans ce parti qui se croyait déjà au pouvoir est considérable et ce ne sont pas les querelles de tendances, les sordides attaques personnelles, les haros sur les boucs-émissaires qui vont redonner le moral à la base !

En fait le PS connaît une grave crise d'identité. Les élections passées, il apparaît crûment pour le rassemblement hétéroclite qu'il est. Et pour ce qui est de devenir le porteur hégémonique d'un projet social démocrate, Giscard a bien l'intention de lui faucher ce qu'il faut d'herbe sous le pied pour l'en empêcher. A ce parti pourrait donc bien arriver ce qu'il advint de la grenouille devant le bœuf : à s'être trop gonflée...

CGT ET CFDT

Les deux syndicats engagés dans l'Union de la gauche font aussi leur bilan.

La CGT s'est engagée évidemment totalement du côté du PCF. Plus que lui elle risque de faire les frais d'avoir eu à l'égard du PS des comportements sociaux fascistes et d'avoir réprimé les masses au nom des élections. Dans les entreprises il semble d'ailleurs que son audience électorale subisse un recul. Elle va certainement maintenant tenter de se refaire une virginité « syndicale » en étant le fer de lance de la bataille sur le terrain du « social », c'est-à-dire en fait sur le terrain des revendications de sa base de masse, de l'aristocratie ouvrière et des techniciens, tout en se préparant à garder le contrôle maximum des mouvements de masse qui pourraient advenir.

La CFDT se sent flouée. Nous avons toujours dit que la CFDT n'avait aucune autonomie politique, que son « autogestion » ne tenait en aucune façon lieu de politique face au PCF et au PS et que par conséquent elle se mettait nécessairement à la remorque des partis et de la CGT qui, eux, ont une politique et se moquent éperdument de la « capacité critique » dont la CFDT fait grand cas.

Aujourd'hui, elle se rend compte à sa manière de cela : « nous avons trop mis d'espoir dans les changements politiques attendus des élections » dit elle. Mais le bilan qu'elle en tire, comme cela ne peut évidemment être de se mettre à faire de la politique révolutionnaire, c'est la systématisation de l'anarcho-syndicalisme : « le vrai changement vient des luttes sociales » voila de nouveau le credo de la CFDT. Alors dans ces conditions, on fait ce qu'on peut et on commence par aller voir ce que Barre et Ceyrac sont prêts à donner pour conserver le minimum de consensus avec leur adversaire d'hier, leur victoire étant un peu courte.

NOS TACHES

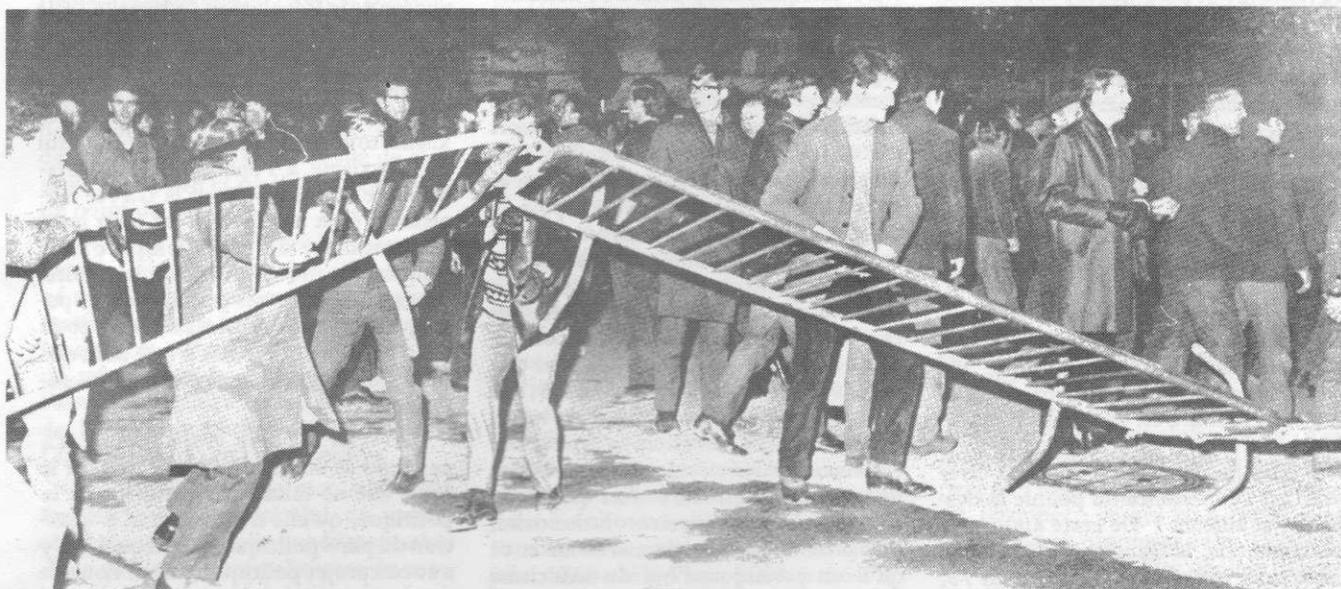
Il y a toutes les chances que ces états d'âme et cette « contestation » ne s'éternisent pas.

Ce que craignent avant tout les bourgeois de gauche, c'est que le peuple tire un véritable bilan de leur politique et de leur échec. Or, malgré tout, cette agitation y incite. Ils trouveront donc de quoi la faire cesser et les comptes se régleront en secret.

Mais nous, nous devons au contraire saisir complètement les masses du bilan de la période qui s'achève, les saisir de ce que révèle de leur véritable nature et de leur politique ce qui s'est passé « à gauche » depuis 6 mois. Il y a là-dessus une exigence critique que nous devons absolument soutenir et alimenter de nos analyses et de nos propositions. Il n'y a vraiment aujourd'hui plus rien d'autre à faire, pour qui veut la révolution, que de pratiquer une politique radicalement opposée à toutes celles-là, que de faire la politique révolutionnaire du peuple, que donc de rallier le pôle maoïste qui l'organise : voila le bilan qui devrait être tiré par des fractions significatives du peuple, si les maoïstes sont capables de soutenir le débat en son sein sur mars 78, sur 68 - 78 !

MAI 68 - MAI 78

LE BILAN MAOISTE DE LA PERIODE MAI 68 - MAI 78



Dès Janvier 1968, les ouvriers de la Saviem (Caen) mettent à l'ordre du jour la violence de masse.

1 LES BILANS DE 68

Si on parle de 68 en ce moment, c'est un peu à cause du dixième anniversaire, c'est surtout parce que l'union de la gauche c'était, vu par le PCF et le PS, le bilan de 68, du moins celui que eux voulaient en tirer et pouvaient en tirer. Maintenant qu'il n'y a plus d'u-

nion de la gauche, que PS et PCF font de la politique en leurs noms propres, en tant que partis et non plus derrière un «programme», Mai 68 revient à la surface, comme si le programme commun avait tenté d'y être une réponse ou de le masquer, et que l'échec du programme commun, l'échec de cette réponse-là, donc, ramenait aux questions initiales, à ce qui en était la matière, c'est-à-dire 68.

C'est là que commence une nouvelle histoire encore balbutiante ; avec et après 68 les temps sont nouveaux. Quelle nouveauté ? Où la voir ? Où la lire ? Dans sa quête, dans sa propre recherche, inlassable depuis dix ans, et marqué par deux retentissants échecs, celui de la Gauche Prolétarienne (*1) en 1973 et celui de l'union de la gauche en 78.

* NOTE :

La Gauche Prolétarienne (familièrement la GP) est née à l'automne 68. Elle représentait un bilan, et une nouvelle tentative, à partir de l'éclatement en Juillet 68 de la première organisation maoïste en France: l'UJCM (Union des Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes). L'UJCM, en Mai 68, après des flottements, avait eu le mérite de soutenir fermement une des nouveautés essentielles: la liaison directe étudiants-ouvriers, la volonté des jeunes intellectuels révolutionnaires d'aller aux usines, de se lier à la classe ouvrière, de servir le peuple, de voir dans la classe ouvrière la clef de la situation. Mais l'UJCM faisait cela à l'intérieur d'une ligne syndicaliste. Elle pensait attaquer les révisionnistes dans leurs syndicats, sous le mot d'or-

dre «Vive la CGT de lutte de classe». La violence de l'antisindicalisme de masse était en contradiction absolue avec cette orientation. C'est sur la base de cette expérience que la GP se constitua, sur une ligne au départ violemment anti-syndicale, au ras de la révolte.

Le développement de cette ligne a donné:

- D'UNE PART une sorte de démocratism spontané, englobant (dans le Secours Rouge) de nombreux intellectuels contestataires sur des thèmes populistes, contre l'injustice et les scandales: «procès populaire» contre les Houillères du Nord, affaire du journaliste Jaubert tabassé par les flics, etc...

La version usine de cette pratique était le regroupement, autour des points de

révolte, des «activistes d'ateliers», dans une structure néo-syndicale: les Comités de Lutte d'Atelier.

- D'AUTRE PART une militarisation par petits groupes clandestins faisant des «coups» symboliques (pillage de l'épicerie de luxe Fauchon) culminant, après le meurtre de P. Overney, dans l'enlèvement de Nogrette, cadre de Renault.

En filigrane, on trouvait dans la pratique de la GP le couple ouvriérisme «autonome» / terrorisme, caractéristique de la situation Italienne aujourd'hui.

Le fiasco de cette politique a été sanctionné en 73 par l'auto-dissolution.

L'échec de la Gauche Prolétarienne, c'est celui de la politique conçue seulement en termes de mouvement, de révolte ; c'est une tentative révolutionnaire avortée : comme si la colère de masse pouvait submerger la politique et dans cette submersion en faire l'économie ; par politique nous entendons non seulement la révolte mais aussi la lutte de classes, la présence de la question du pouvoir, de l'État et du peuple ; la présence de la politique c'est aussi celle de l'outil nécessaire de toute politique : le parti politique, et là, donc, le parti révolutionnaire.

Née sous le double signe de la révolte et de l'exigence d'une nouvelle politique, la Gauche Prolétarienne va, pour l'essentiel, se cantonner dans la révolte et avoir pour pratique de la nouvelle politique la simple organisation de la révolte.

L'EXPERIENCE DE LA GAUCHE PROLÉTARIENNE (68 - 73)

Et cette politique là va se révéler désastreuse ; comment organiser la révolte sans faire de politique, du moins sans en faire vraiment, c'est-à-dire sans prendre en charge la question du nouveau parti politique, de ce qu'il doit être, de ce qu'il ne doit pas être, où en est l'expérience du peuple là-dessus, ici et ailleurs ? De cette ambiguïté fondamentale, la Gauche Prolétarienne disparaîtra par auto-dissolution en 73, rongée de l'intérieur par le meurtre en

février 1972 de Pierre OVERNEY, meurtre non seulement tragique mais aussi quelque part irrationnel dans l'espace même de la pensée de la Gauche Prolétarienne. Se donnait là par cette violence sanglante une dimension de la politique que la simple révolte n'assumait pas, se dévoilait un principe de réalité de l'antagonisme politique que la Gauche Prolétarienne, malgré ses déclarations sur la guerre civile et les nouveaux partisans n'était pas en mesure d'endosser. La mort de Pierre OVERNEY marquait aussi celle de l'humanisme révolutionnaire ayant les masses et leur révolte contre l'injustice et pour la dignité comme seul drapeau ; incapable dans sa propre conception des affaires politiques de rendre compte de la mort d'OVERNEY, de lui donner quelque part un sens, impuissante à inscrire la colère et la douleur dans un espoir, la Gauche Prolétarienne confrontée là, et sans doute là où elle ne s'y attendait pas, à la politique, s'est arrêtée, puis s'est dispersée. Des grandes révoltes contre les petits chefs, des dénonciations de masse contre la CGT, des Comités Palestine aux révoltes des OS, des occupations de maisons vides aux luttes des immigrés, il ne restera organisationnellement rien de cette période ; la politique révolutionnaire sans politique d'édification d'un parti révolutionnaire, sans prise de parti sur le marxisme et ce qu'il en est aujourd'hui du marxisme militant, se soldait par un redoutable

échec. L'échec de la Gauche Prolétarienne, c'est celui de la politique conçue comme un simple mouvement, c'est l'échec politique et organisationnel d'une certaine lecture de Mai 68, de sa première tentative de capitalisation et de développement.

La Gauche Prolétarienne se réclamait de Mai 68 comme d'une tempête révolutionnaire, d'une grande lutte de classes contre la société bourgeoise, contre le PCF et le révisionnisme ; elle se réclamait dans ses deux premières années de la Révolution Culturelle ; elle se considérait elle-même comme une organisation maoïste. Sa faiblesse, c'est qu'elle n'était pas marxiste, et que peu à peu elle s'est mise à combattre le marxisme, tout particulièrement le contenu du marxisme à l'époque de l'impérialisme, le léninisme. Pour la G.P., le maoïsme n'était pas ce qu'il est pour nous - le marxisme de notre temps, c'était simplement une idéologie de la révolte, face aux deux autres grandes forces politiques, la bourgeoisie classique et le PCF portant les espoirs d'une nouvelle bourgeoisie, gestionnaire et bureaucratique.

La Gauche Prolétarienne n'a pas tenu le choc, et ce parce que sur le fond elle ne faisait pas vraiment de la politique, qu'elle n'assumait ni la question du parti politique (sans lequel il n'y a aucun projet politique réel) ni donc ce que, en regard du marxisme et des con-



L'enterrement de Pierre Overney, fin du premier bilan, infra-politique, de Mai 68, le bilan de la Gauche Prolétarienne.

ceptions révolutionnaires, cela impose comme tâche dans la classe ouvrière et dans tout le peuple ; de ce point de vue là, l'échec de la Gauche Prolétarienne confirme ce qui était déjà apparu en 1968 : en France la situation politique au sein de la classe ouvrière et du peuple n'est pas bonne et le degré d'autonomie idéologique et organisationnel extrêmement faible ; l'asservissement idéologique et politique à l'impérialisme soit dans la version de la bourgeoisie libérale, soit dans celle de la nouvelle bourgeoisie y est grand. Pour le rompre, c'est-à-dire effectivement poursuivre et réaliser l'espoir dont 68 a été le porteur, il faut faire de la politique, il faut en reconnaître les exigences internes, la spécificité incontournable, en particulier le parti marxiste comme maçon et outil de la politique révolutionnaire. Il n'y a de politique que de point de vue de classe sur le pouvoir et sur l'État, c'est-à-dire de point de vue de parti.

La Gauche Prolétarienne sur bien des questions a simplement enchaîné avec Mai 68, se bornant à en systématiser certains aspects ; elle en a eu les qualités mais aussi les faiblesses ; et, de même que du mouvement de Mai, l'assaut concentré de la bourgeoisie et de l'État d'un côté, du PCF et de la CGT de l'autre, en ont eu raison.

Pour une large part, la Gauche Prolétarienne a répété Mai, du moins, elle a été une nouvelle expérimentation de ce que les formes politiques de combat déployées en Mai étaient vouées à la déroute. Comme en Mai la force de la lutte du peuple était encore principalement conçue comme devant être dite dans son existence et sa radicalité, comme portant témoignage, donc, du peuple et pas encore comme principalement inscrite dans une lutte et où la politique se concentre en ce que cette lutte pour le pouvoir doit être un jour victorieuse.

La Gauche Prolétarienne, c'est donc la première lecture de Mai, interne à sa contestation, à sa nouveauté, à son caractère populaire et anti-syndicaliste.

L'UNION DE LA GAUCHE (72 - 78)

Le programme commun et donc le projet d'union de la gauche dont le PCF a été le principal artisan est une autre forme de bilan de 68, celui-là totalement antagonique au mouvement démocratique révolutionnaire et qui ne s'est complètement développé courant 1973 que sur son cadavre et celui de la G.P. A leur façon, le programme commun et l'union de la gauche sont aussi un bilan de 68, bien évidemment dans la version PCF des événements. C'est, pour l'essentiel, la version syndicaliste, revendicative, de la politique et des exigences politiques posées par le mouvement de Mai : c'est une interprétation des leçons de Mai où la politique du mouvement n'est bien sûr pas assignée à la révolte, mais à l'intérêt particulier ; la politique devient un vaste cahier revendicatif où chacun - à l'exception des

grands monopoles - est sensé avoir sa place, dans la mesure même où il doit y trouver son compte ; dans la logique du PCF, le programme commun et l'union de la gauche sont ce qui a manqué aux élections législatives de juin 68, et c'est pour eux la raison principale - outre les groupes « gauchistes » - de leur défaite électorale d'alors. Le programme commun c'est donc la réponse du PCF, puis du PS à Mai 68. Cette tentative après avoir été au centre de la vie politique française et l'avoir largement paralysée des années durant, échoue en mars 78. Après l'échec du premier bilan, au sein du peuple, de la Gauche Prolétarienne, voici maintenant celui de la conception syndicaliste de la politique.

La nécessité d'un programme commun est l'élément central du bilan que le PCF dégage des mois de mai et juin 68 ; il se fixe alors comme objectif de « travailler à l'entente de toutes les forces populaires et démocratiques sur la base d'un programme commun avancé et susceptible d'être appuyé par la majorité du peuple de France et d'ouvrir la perspective du renouveau », et, ajoute Waldeck Rochet à propos des élections de juin 68, « l'absence d'un programme commun des partis de gauche bénéficiant du soutien des grandes organisations syndicales a été un atout important pour le régime autoritaire dans les récentes élections » (Waldeck Rochet « Les enseignements de mai et juin 1968 » E.S Paris 1968 p 56-57). L'essentiel du mouvement de mai est, pour le PCF, un mouvement de grève doublé d'une aspiration à un changement politique mais dont le support essentiel, le programme commun, faisait défaut.

Étalé sur dix ans (68 - 78), le bilan de 68 par le PCF se révèle un échec. Deux tentatives pour « suivre » 68, s'en servir comme base pour une nouvelle politique, ou comme amplificateur pour une politique élaborée auparavant (PCF), deux échecs. Celui de la Gauche Prolétarienne, celui du programme commun qui se succèdent et qui, l'un comme l'autre, sont des lectures assez immédiates de 68, pour les premiers : la révolte, pour les seconds : la grève syndicale.

Dix ans après, donc, notre regard sur 68, nos questions, sont largement actuelles. Face aux temps d'aujourd'hui, Mai 68 n'est pas pour nous sujet à nostalgie, pas plus que les dix ans qui suivent ne sont des temps de désillusion. Plus encore, c'est le présent qui interpelle 68 et ce n'est que sur la base des années 68/78 et de la situation actuelle que peut se donner un point de vue politique sur 68. C'est cela qui nous intéresse et non pas les souvenirs ou des pleurnicheries. Point de vue politique, le nôtre n'est pas celui du PCF, ni celui de la bourgeoisie, ni ceux d'intellectuels n'ayant à assumer, et souvent avec quelle difficulté, que leur propre désengagement personnel. Notre point de vue est maoïste.

Quel est, en 78, après dix ans de lutte de classes en France, notre point de vue sur 68 ?

2

LA POLITIQUE EN MAI 68

La question principale, décisive, c'est : que s'est-il passé en 68 en regard de la politique ?

Deux choses, principalement :
- une contestation de la société civile impérialiste ; une nouvelle façon pour le peuple de se penser, de penser ses propres affaires et d'agir : compter sur ses propres forces, oser se révolter, résister par la violence à la violence ; une nouvelle idéologie apparaît, souvent proche des mots d'ordre maoïstes.

- une critique de masse du PCF et de la CGT et l'apparition d'une conviction interne au peuple du caractère anti-révolutionnaire de la politique du PCF.

Commençons par ce second point.

A) LE PEUPLE CONTRE LE PCF ET LES SYNDICATS

La critique de masse du PCF et de la CGT, le dévoilement du PCF comme un parti politique farouchement opposé à l'autonomie du peuple et à la politique révolutionnaire ; c'est là l'autre aspect décisif de Mai 68. Une page de l'histoire politique de la France est terminée : ce qui était projet d'organisation révolutionnaire en 1920 avec la fondation du PCF se déploie quarante huit ans après dans son contraire.

Longtemps hésitants sur la nature politique du PCF, le peuple et la classe ouvrière ont en 1968 les moyens de trancher.

La politique du PCF prend son sens en regard de la situation de masse et ce qui s'y donnait de révolte et de nouvelle politique. Il est à nos yeux plus important de repérer quelle a été l'attitude du PCF en regard de ce qui se passait de nouveau dans les masses que de faire le long inventaire de toutes les situations tactiques où il s'est mis non pas aux côtés du mouvement mais devant lui et ce non pour le diriger mais pour l'arrêter ; pour l'enrayer.

Quelles sont les nouveautés les plus marquantes des mois de mai et juin 68 ?

- la prise de parole. La libre parole, la volonté d'écouter et de parler ; la conviction que cette liberté de parole, c'était un signe de révolte et de libération ; la loi du silence - cette forme particulière de l'individualisme qui consiste à ne pas dire ce que l'on pense et à ne pas s'intéresser à ce que les autres pensent - était largement rejetée. Il y avait là une idée vivante de masse de la démocratie ; non pas la démocratie institutionnelle et juridique mais un grand débat de confrontation d'idées parfois de confrontation de propositions pratiques ; la démocratie non comme formalisme mais comme réflexion collective, comme moyen de connaissance des masses.



La démocratie de masse
dans la rue,
un aspect essentiel de Mai 68.
Ici, les lycéens.

- faire en sorte que le peuple se constitue en force. Ce qui voulait dire :

- . unir le plus grand nombre, jeunes, ouvriers, employés.

- . briser la division d'usine à usine, entre les usines et le quartier, les bureaux, les écoles, etc...

- . la classe ouvrière était ressentie sinon comme le dirigeant actuel du moins comme le dirigeant futur d'un tel camp du peuple.

- la violence de masse. Le mouvement de Mai en affirmait la légitimité face aux polices, face aux jaunes, face aux fascistes. La révolte étudiante en avait levé le drapeau.

Débat et démocratie de masse, volonté de constituer une force du peuple, et violence révolutionnaire, par ces trois pratiques se développait en 68 une tentative du peuple pour mettre fin à l'état d'assujettissement et de division antérieur ; non que la question du pouvoir fût dans les faits à l'ordre du jour ; on en était très loin ; celle d'une rupture dans le peuple, principalement dans les idées qu'il avait de lui-même, de qui le composait, de ce dont il était capable, de ce qu'il voulait et de ce qu'il ne voulait pas.

Le PCF s'est mobilisé, s'est complètement déployé contre cette tentative de rupture au sein du peuple.

A la démocratie de masse il a substitué ou opposé la dictature des appareils, syndical en particulier. Au nom de sa conception de la démocratie, seuls les syndicats devaient parler et la parole

des syndicats n'était pas celle du mouvement mais la stricte continuation de ce qui s'était toujours fait : la demande d'augmentation de salaire, et la présentation des listes revendicatives des années précédentes. Refuser la démocratie, c'était donc non seulement refuser le droit à la parole, mais surtout refuser la parole au mouvement de Mai dans sa nouveauté radicale.

A la tentative du peuple de faire une nouvelle histoire, le PCF et la CGT ont opposé l'ancienne histoire comme la seule possible, comme la seule légitime. Pour ce faire, ils ont pratiqué la calomnie, le mensonge, la violence physique, la collusion acharnée avec l'appareil d'État - la police d'un côté, le parlementarisme de l'autre. L'historicité du peuple, telle que la conçoit le PCF est celle qui lui est assignée dans la société impérialiste. Elle est faite de l'exploitation, de l'oppression, de l'abrutissement culturel et idéologique avec comme seule tension le désir de voir s'augmenter un tout petit peu la part des surprofits impérialistes qui peut lui être redistribuée. C'est de ce peuple là que le PCF veut à la fois pour mener à bien sa marche au pouvoir et dans l'idée qu'il a de son exercice.

Empêcher que se développe une dynamique interne de constitution du peuple en France devient alors une nécessité impérative. C'est une des grandes activités du PCF et de la CGT en 1968, s'interposant agressivement en-

tre les étudiants et les ouvriers, enfermant les ouvriers dans leurs usines, chaque ouvrier dans son usine, s'opposant au regroupement des usines d'un même quartier à la fois entre elles et avec les gens du quartier. Devant le refus de masse des premiers accords de Grenelle, les négociations patronat - syndicats vont se faire, et ce avec la bénédiction des syndicats, branche par branche, métallurgie, chimie, textile, SNCF, etc..

Le PCF s'est révélé comme un féroce partisan de l'organisation et de la division sociales de la société impérialiste. Il répétait à satiété : chacun à sa place, les étudiants dans les facultés, les ouvriers à l'usine, les paysans à la campagne ; c'est-à-dire : chacun à la place que lui assigne la société actuelle et que personne n'en bouge. Cet ordre là était remis en cause alors ; dans une immense rencontre les gens se découvraient, se reconnaissaient en même temps qu'ils désignaient leur ennemi commun ; à l'ordre social bourgeois, à ses interdits, à ses clivages, s'opposait l'idée de l'unité et de la solidarité entre les différentes forces du peuple. Les facultés devenaient des lieux ouverts à tous parce que le PCF y était faible ; en règle générale, les usines étaient closes parce que le PCF et la CGT y étaient forts. En 68, le PCF a non seulement voulu maintenir la division et l'enfermement des gens caractéristiques de la société impérialiste, mais il a mobilisé tout son appareil et celui de la CGT comme dispositif policier de maintien de ces divisions.



Les masses ouvrières sont levées, mais aussi enfermées dans les usines, divisées et partiellement impuissantes, sous l'effet de la conception et des appareils syndicalistes.

Quant à la violence de masse, troisième grande nouveauté de Mai 68, il l'a dénoncée parfois avec plus de vigueur que la bourgeoisie libérale, car, paradoxalement, cette violence était plus menaçante pour lui que pour l'État gaulliste: qu'il s'agisse des barricades, de l'autodéfense des usines occupées, de la lutte contre les CRS à Flins, contre les gardes mobiles à Sochaux, le PCF a tenu un langage de type policier, dont l'affirmation principale était que ces violences étaient le fait de provocateurs agents de Marcellin, et s'inscrivaient de fait dans la logique du pouvoir gaulliste avec comme cibles précisément lui-même, le PCF, et les organisations du «monde ouvrier». Ce n'est pas à notre sens la violence en tant que telle qui était récusee, le PCF et la CGT n'y répugnant pas quand cela leur semble nécessaire, la grève du Parisien Libéré en est un bon exemple, où ils ont multiplié coups de main, arrêts des véhicules, destruction des stocks, etc... L'essentiel est que s'enclenchait en 68, et la violence en témoignait aussi, une nouvelle dynamique politique que le PCF entendait combattre par tous les moyens. Cette dynamique avait incontestablement, pour quiconque se réclame du marxisme et de la révolution, des aspects démocratiques et révolutionnaires. Pourquoi donc le PCF était-il si acharné à les réprimer et à les détruire ? En d'autres termes, pourquoi le PCF a-t-il eu une politique à ce point anti-populaire et réactionnaire face au mouvement de masse de Mai 68 ?

La seule réponse, c'est que le

PCF est un parti anti-populaire, un parti réactionnaire. Sur ce point, aussi, nous avons avancé depuis Mai 68. Certes, le PCF est idéologiquement une organisation révisionniste, contre le marxisme en réalité ; l'abandon officiel de la dictature du prolétariat en est une preuve supplémentaire, mais le principal n'est pas là, il porte sur le type de société que veut le PCF s'il arrivait au pouvoir. C'est le capitalisme bureaucratique d'État, la dictature des gestionnaires, des experts et des chefs syndicaux. Le PCF veut une société impérialiste mais de type nouveau, c'est l'État qui détient le capital, c'est l'État qui distribue les profits et bien évidemment c'est le PCF qui contrôle l'État. Il compte maintenir le colonialisme, le néo-colonialisme et tout ce qui supporte l'impérialisme français. Le type de société que veut le PCF, le pouvoir politique qu'il compte instaurer s'il en a les moyens n'est nullement parlementaire, c'est le parti unique, le parti bourgeois unique qui s'identifie à l'État et s'asservit complètement les organes d'État - police, justice, armée - dans une politique générale non d'augmenter le pouvoir des masses et de faire dépérir l'État comme dans le socialisme, mais au contraire d'étatiser complètement la vie des gens ; cette situation de fusion du parti et de l'État est une caractéristique du fascisme, quand celui-ci se fait au nom du marxisme, comme en URSS, nous parlons de social-fascisme. Le projet d'État du PCF est de ce type. La grande leçon de 68 demeure : le PCF est un parti contre le peuple, contre la classe

ouvrière, il faut donc un nouveau parti. Nous les maoïstes n'avons pas varié sur cette appréciation du PCF. Nous n'avons pas oublié 68 et ses leçons, comme ceux qui ont voté Mitterrand en 74 ou union de la gauche en 78. La leçon de 68 sera tenue, le PCF est un parti contre la révolution, au même titre que les partis bourgeois traditionnels il doit être combattu et écrasé.

B) LA CONTESTATION DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE

Pourquoi parlons nous simplement de contestation de la société impérialiste ? Parce qu'en fait il s'agit pour l'essentiel, à quelques exceptions près (Flins, Sochaux...) d'une critique de la société impérialiste débouchant rarement sur une authentique lutte de classe contre cette même société. Une des caractéristiques essentielles de Mai 68 c'est d'être une RÉVOLTE IDÉOLOGIQUE de très grande ampleur révélant une situation d'autonomie politique au sein de la classe ouvrière et du peuple extrêmement faible. La capacité effective du peuple est très limitée, voire inexistante, sa forme supérieure c'est ce qui s'est passé à Flins ; sans rien enlever à son caractère révolutionnaire, il faut bien reconnaître le niveau extrêmement faible des capacités révolutionnaires dans les situations d'affrontement de classe. Parler de la révolution, ou la scander dans les amphithéâtres ou les manifestations est une chose, les situations d'antagonisme en sont une autre et ce sont elles qui donnent la juste mesure des choses.



Avec 68 sont réunies les conditions pour qu'on puisse penser et éventuellement faire une nouvelle politique. Pour le comprendre, il faut d'abord cesser de mythifier sur le niveau politique de la classe ouvrière et du peuple en France. Jusqu'en 68, et sur bien des points jusqu'à aujourd'hui encore, la situation est **FRANCHEMENT DÉSASTREUSE**, l'idée que vit une tradition démocratique révolutionnaire en France est une pure invention syndicaliste et révisionniste pour masquer l'embrigadement massif derrière l'impérialisme de la classe ouvrière, et ce, depuis le début de ce siècle. L'histoire du peuple en France au XXe siècle est celle d'un vaincu, d'une classe ouvrière chauvine, silencieuse devant le colonialisme, le néo-colonialisme, le putsch gaulliste; la seule séquence où le peuple est debout est celle de la Résistance et de la Libération, période de courte durée, où le PCF liquide systématiquement tout ce que le peuple avait pu forger d'autonome sur le plan politique et militaire pendant cette période.

En 68, le peuple se réveille, se révolte, prend conscience, mais ne mène véritablement aucune bataille politique. Il est trop tôt pour la bataille. Il n'en a ni les forces, ni les moyens, sur certaines choses il n'en a même pas l'idée. A preuve ce très remarquable épisode de la manifestation gaulliste du 30 Mai, ultra-réactionnaire, provocatrice à l'égard du peuple, face à laquelle rien n'est fait. Une des grandes questions de Mai, un plan d'épreuve de la force politique effective du mouvement, c'est l'absence de contre-manifestation à la manifestation gaulliste.

Il faut regarder les choses en face : Mai 68 manifeste la capacité politique du peuple, le fait qu'il peut être autonome, mieux, qu'il pourrait être autonome. Mais la réalisation de cette capacité et de cette autonomie n'est nullement présente dans le mouvement lui-même ; ce sont des choses à venir, elles l'étaient il y a dix ans, elles le sont encore aujourd'hui, pour l'essentiel. Nous les maoïstes sommes les politiques de ce projet.

Mai 68 ce n'est pas une révolution mais la naissance dans le peuple de l'idée de révolution comme quelque chose qui serait son affaire, son projet. La tâche alors, et c'est la notre, c'est d'édifier une politique, c'est-à-dire aussi une organisation. C'est une longue entreprise, sans doute avons nous perdu du temps et commis des erreurs, mais aujourd'hui, une fois n'est pas coutume, il faut surtout insister sur le positif et voir ce qui a été accompli. Nous avons des idées très vagues sur le léninisme et sur la question du parti, nous avons appris là-dessus; nous n'étions guère marxistes au début des années 70, nous le sommes nettement plus aujourd'hui. Il faut bien prendre conscience que Mai 68 **EST HISTORIQUEMENT** le premier ébranlement, et souvent bien poli, de la domination idéologique et politique impérialo-révisionniste. Il faut bien prendre la mesure de la défection massive de la petite bourgeoisie et des intellectuels du camp populaire à partir de 1973, comme si, au lendemain de Mai, ils n'avaient pas supporté le passage de l'idée à la réalité de ce qu'était la politique, son exigence, sa rigueur, sa difficulté. Aujourd'hui, une grande partie des gens de Mai, intellectuels ou militants, se sont désengagés de la politique, quand ils n'ont pas ouvertement rallié soit les révisionnistes, soit même la bourgeoisie ancienne ; nostalgiques de 68, ils le sont en réalité de leur classe, de leur groupe social : la petite bourgeoisie intellectuelle. Par bien des aspects, Mai 68 c'est sa fête à elle, parce que son mode privilégié en tant que groupe social c'est l'idéologie ; politiquement, la petite bourgeoisie - elle le sait, et c'est son drame - n'a pas de politique, elle n'est pas une classe politique; en propre elle n'a aucune capacité politico-étatique, aucune capacité à organiser et rallier le peuple sur un projet cohérent. En 68 et dans les années qui vont suivre, elle est indubitablement progressiste, anti-impérialiste, critique de la société capitaliste, convaincue que la classe ouvrière doit avoir un rôle axial, mais cette conviction idéologique n'a pas tenu l'épreuve du feu de la vérité du combat politique. L'échec de la Gauche Prolétarienne est son échec.

A Flins, le camp du peuple, ouvriers et étudiants, amorce la longue marche de la politique maoïste.

Aujourd'hui, la situation est plus claire, la petite bourgeoisie et les intellectuels sont massivement sous la coupe soit du révisionnisme, soit froidement des partis bourgeois traditionnels, PS en tête, soit dans un espèce d'apolitisme sceptique. Dix ans après, ce n'est pas elle qui capitalise 68 et ses promesses mais bien le peuple, mais bien de petits détachements de la classe ouvrière, des quartiers, et du peuple des campagnes et quelques grands mouvements de masse du peuple.

La grande différence entre la Gauche Prolétarienne et nous, c'est que nous, nous sommes des marxistes, des gens pour qui le marxisme, le léninisme le maoïsme sont des contenus de la politique prolétarienne et de son organisation. Notre ambition est considérable : que se constitue une force politique révolutionnaire fortement organisée ayant le pouvoir comme cible. Dans un pays largement dominé par l'impérialisme et le révisionnisme, y compris dans la classe ouvrière, avec une petite bourgeoisie nombreuse et versatile, ce n'est pas une mince entreprise, pour cela il faut avoir confiance dans les masses, il faut avoir confiance dans le marxisme, dans l'histoire, et ne pas ménager ses efforts.

Mai 68 est le point de départ de cela au sens ou une nouvelle idée et une nouvelle pratique de la politique y éclatent, dans leur possibilité mais nullement dans leur réalisation.

3

POUR CONCLURE

Avec Mai 68 commence une nouvelle histoire, longue marche de la révolution en France. Mai 68 est loin, compte-tenu des progrès accomplis et de la clarification des camps. C'est proche, et comme moment de notre histoire, et surtout compte-tenu de ce qui nous reste à faire.

UNE ECOLE SUR MAI 68 (Paris - Ouest)

Ce texte est tout le contraire d'un bilan politique abstrait ou triomphaliste. Il gomme même le contenu des interventions des maoïstes, pour laisser ressortir la diversité idéologico-politique, au sein du peuple, sur Mai 68. C'est plutôt un ensemble d'impressions concrètes. Mais telle est souvent la matière immédiate réelle des discussions au sein du peuple. L'enquête est ici inachevée, sauf sur un point, très significatif : que ces écoles sur Mai 68 ont finalement renforcé la permanence anti-expulsion. Ce texte est, en somme, une sorte de matériau intermédiaire, un compte-rendu plutôt qu'un article politique. C'est justement pour cela que nous le publions en entier.

A) CHEMINEMENT D'UNE IDÉE

L'école sur Mai 68 fut proposée à la fin du cycle d'étude sur la Commune de Paris l'année dernière.

Cela avait donné lieu à une discussion parmi les camarades du CPAC, pour savoir au vu de Mai 68, quelle était la classe ou couche la plus révolutionnaire.

Pour un jeune immigré sénégalais, c'étaient les étudiants, parce qu'ils avaient lancé le mouvement et qu'ils s'étaient affrontés à l'État. Il faisait la comparaison avec son pays où, en 68, il y avait eu aussi un important mouvement étudiant.

D'autres camarades africains (mauritaniens) soulevaient la dimension internationale des mouvements en 68. Ils expliquèrent le 29 Mai en Mauritanie : ce jour, des ouvriers et des gens du peuple furent massacrés au cours d'une marche sur le centre de ravitaillement : la farine était distribuée uniquement aux techniciens français (à côté de Zouerate).

Une ouvrière française du CPAC se demandait pourquoi les ouvriers n'avaient pas tenu le coup « jusqu'au bout ». Ils étaient forts, unis. Était-ce un manque de moyens ?

Cette discussion reste en suspens quelques temps. L'école est alors un lieu d'étude pour les camarades du CPAC sur des questions liées à sa politique en cours, essentiellement autour d'articles du « Marxiste-Léniniste ».

À la rentrée, le projet est repris, lié à l'échéance des prochaines élections législatives, et au dixième anniversaire de Mai.

Il s'agit d'expliquer qu'une nouvelle voie politique s'est ouverte en 68 : celle de l'autonomie de la politique du peuple qui s'oppose au parlementarisme, et pourquoi le pôle maoïste revendique la fidélité à Mai 68.

B) PRÉPARATION DE L'ÉCOLE AU SEIN DU PEUPLE

Dès la rentrée, l'école sur 68 est mise en travail. Deux directions : - celle d'une campagne auprès des larges masses ; - celle d'une unification étroite des camarades du CPAC visant leur renforcement politique d'appartenance au pôle et leur donnant la possibilité d'être tout à fait partie prenante de la campagne. Un des bilans du cycle précédent (la Commune de Paris) était que le CPAC, peu préparé, n'en était pas un acteur complet, par rapport à l'UCFML.

L'école sur Mai 68 est discutée plusieurs fois, et des réunions particulières ont lieu avec les camarades, un à un. Cette préparation s'étale sur 2 mois environ avant que soient décidées 3 séances qui s'échelonnent de fin janvier à Mars.

Dans la propagande nous nous appuyons sur des épisodes significatifs de 68 : refus de Grenelle, Flins, pratique nouvelle de la démocratie hors des syndicats, la manifestation gaulliste et les élections, l'apparition au lendemain de 68 de pratiques nouvelles (séquestrations, occupations, sabotages...), et de points de programme nouveaux, comme : à travail égal, salaire égal. On souligne l'apparition des femmes et des immigrés sur la scène de la politique du peuple. On marque le développement des forces organisées de cette politique autonome : l'UCFML, les CPAC et les noyaux.

Pour appeler à l'école, trois panneaux : « Nous sommes nés de 68 » (incluant la question du Parti) ; « Mai 68 et le mouvement de la jeunesse ». Un troisième sur l'anti-syndicalisme. En plus, des panneaux couverts de photos qui faisaient revivre 68.

Nous allons sur les marchés, cités et foyers. Il y a deux types de réactions que nous pensons au départ fréquemment rencontrer : celle des anarcho-syndicalistes, répandue chez les ouvriers français, et celle des anciens de 68, défaits et pessimistes. D'autant plus que Boulogne fourmillait de ces gens-là, autour de Renault et du lycée, organisés à l'époque dans la Gauche Prolétarienne.

Comme support d'étude concernant des faits, les camarades lisent : « les comités de base » (à Rhône Poulenc Vitry) ; « la grève à Flins » (Maspéro), et une chronologie manuscrite détaillée.

Pendant ces deux mois les discussions avancent liées aux préoccupations politiques du CPAC et de chacun de ses membres ; Pour une ouvrière française, la question sur Mai 68, c'est pourquoi n'ont-ils pas été plus loin ? Elle serait tentée de penser à un nouveau 68 en plus dur. Elle-même a vécu 68 un peu sur la touche, elle s'est ouverte à la politique dans ses lendemains. Elle fut du Secours Rouge, des mouvements de masse combattifs pour des occupations de maisons vides. Elle a rallié le CPAC à ses débuts parce que c'était une organisation qui pratiquait l'anti-syndicalisme et l'autonomie. On discute avec elle l'après-Mai, les CPAC, et la question du Parti comme réponse centrale à « l'échec ».

C'est à cette même époque qu'une discussion tient dans le CPAC sur le noyau. Un camarade demande pour la première fois des comptes à l'UCFML sur son travail dans la construction du Parti. Elle demande où en est le noyau, ce qu'il fait.

Revendiquer 68, pour la camarade ouvrière, c'est situer le CPAC dans la lignée du mouvement ouvrier et populaire en France. Elle est soucieuse d'étudier aussi 36 et la Résistance.

Une autre camarade du CPAC cherche à fouiller le bilan de 68. Pour elle qui ne l'a pas connu du tout, c'est un moment de l'histoire politique. Elle cherche à cette époque à mieux s'approprier le marxisme-léninisme-maoïsme. Elle lit des textes.

C) LA CAMPAGNE DE MASSE POUR L'ÉCOLE SUR MAI 68

Les trois séances décidées sont :

1. Les étapes importantes de Mai 68
2. La jeunesse et le camp du peuple
3. La classe ouvrière en 68, avec la projection du film « Oser lutter, oser vaincre ».

La campagne se fait en réponse aux questions posées autour de 68.

Pourquoi étudier Mai 68 ? il est important de parler de la révolution en France, c'était un point de bilan de notre campagne contre les mesures Stoléru auprès des français. Mai 68, c'est : « Oui, la révolution est possible dans une métropole impérialiste ».

Mai 68, est-ce le point de départ du Programme Commun, ou la rupture avec le syndicalisme et l'impérialisme ? Un grand mouvement revendicatif, ou une tempête révolutionnaire ? L'alliance entre les ouvriers et les étudiants ou la classe ouvrière qui rejette les étudiants ? Faut-il un nouveau 68 ? Pourquoi l'échec ? Quelles leçons pour la politique révolutionnaire aujourd'hui ?
- Mai 68 point de départ du nouveau
- Nécessité du parti de type nouveau.

D) LA PREMIERE SÉANCE

Après un exposé sur le déroulement et les étapes de 68, la discussion s'engage aussitôt sur ce qu'il reste de 68. Deux personnes animent cette discussion : un ouvrier français, Ouvrier Professionnel qui participe à l'école du noyau, et un jeune qui dirige le centre où se tenait la réunion.

68 n'est qu'un échec retentissant pour l'OP (à la CGT à l'époque, il l'a quittée depuis), et s'il est vrai qu'il y a du nouveau aujourd'hui, cela ne vient pas de Mai. Au camarade qui liait l'apparition de mouvements comme la Sonacotra à la rupture que représentait Mai, il répondait que les immigrés n'étaient pas ou peu présents en 68, et que pour eux, 68 avait amené qu'ils soient tous à la chaîne, tandis que les Français, peu à peu, avaient droit à de meilleures places à l'usine. Que 68 n'avait donc fait qu'aggraver la division entre français et immigrés.

Quant au jeune, c'était le défaitisme sur toute la ligne.

Nous avons discuté l'analyse de la manifestation gaulliste et du résultat des élections de Juin : ces événements montraient que l'État n'était pas menacé en 68 par le mouvement, parce que celui-ci n'avait pas de quoi poser la question de la prise du pouvoir (d'ailleurs, à part l'affrontement défensif avec les flics, il n'y a pas eu en 68 d'attaques de mairies, préfectures...), et la bourgeoisie pouvait pavaner le 30 Mai : il n'y a pas eu de riposte. Elle n'était pas possible. Les élections montraient que c'est bien le terrain de la bourgeoisie, le terrain où elle est forte. Mais pour le jeune, le peuple, « bouffé par la société », est capable de sursauts et pas de rupture avec l'impérialisme et le parlementarisme. Les élections de juin en sont la preuve. Sur cette base, il développe des idées fédératives.

E) UN AUTRE EXEMPLE DE LUTTE IDÉOLOGIQUE

Deuxième séance : Une femme, employée, alimente la lutte idéologique. Elle était ouvrière en 68 dans une usine de femmes. La grève y a provoqué une grande division, entretenue par le patron et les syndicats, allant jusqu'à des bagarres entre les femmes. 68 pour elle n'a rien apporté. Au moins en 36 on avait eu les congés payés.

A voir des anciens de 68 qui sont aujourd'hui des contre-révolutionnaires (les nouveaux philosophes), elle assimile les étudiants à ces traîtres. Cette femme est pro-PS. Elle nous a connu par le « Marxiste-Léniniste » qu'elle achète régulièrement. Elle voulait connaître ces « vrais révolutionnaires ». Elle est, à ce moment, liée à la permanence anti-expulsions. Elle cherche à comprendre pourquoi on revendiquait 68, ce qu'est le maoïsme. Ses questions se sont éclaircies par une discussion sur l'anti-syndicalisme (sur la CFDT notamment). Elle ne s'est toutefois pas ralliée à l'abstention.

F) A LA VEILLE DES ÉLECTIONS

Troisième séance : qui se tient à la veille du second tour des élections. Nous y appelons avec une affiche « Mars 78... Mai 68, quelles leçons pour la politique révolutionnaire aujourd'hui ? » C'est la séance où viennent le plus de gens. Le film est prenant. Il fait revivre par les images les moments forts de 68. Les faiblesses aussi sont visibles. Les ouvriers qui brûlent les urnes du vote de la maîtrise tandis que la CGT fait un meeting un peu plus loin où il n'y a personne - le syndicaliste contrôlant les ouvriers qui écrivent des pancartes « la terre aux paysans », « le pouvoir aux ouvriers » : « La revendication d'accord, mais la révolution, faut être raisonnables les gars... » le silence consterné des ouvriers à l'annonce des résultats des négociations, tandis que le délégué crie victoire.

Il y a dans la salle un anti-maoïste, qui trouvera moyen de demander si le film n'a pas été trafiqué pour servir notre propagande.

La discussion porte sur la faiblesse des ouvriers que l'on voit peu de temps après avoir repris l'usine aux flics (le contraste est frappant). L'absence d'organisation autonome (les révolutionnaires sont alors dans les syndicats), qui fait la défaite. L'absence de politique propre aussi, d'éléments de programme.

L'anti-maoïste, qui est évidemment anti-parti, sert de repoussoir pour expliquer longuement ce qu'est une avant-garde et la question du parti de type nouveau. L'alliance avec les étudiants : dans le film, un ouvrier explique qu'heureusement qu'ils étaient là, ils avaient l'expérience des affrontements et ils nous ont aidés. Un jeune français, contacté à Renault (sûrement organisé, mais il ne s'est pas présenté), très dogmatique, expose que les étudiants ne sont pas révolutionnaires et seuls les ouvriers le sont. On discute de la conception du peuple révolutionnaire, que les ouvriers sont à la fois classe et éléments du peuple et qu'ils se sont reconnus dans le combat que menait une partie du peuple, les étudiants, contre les bourgeoisies et l'État.

Un étudiant tunisien, en enquête sur les maoïstes, porte le débat sur le nouveau qu'a apporté mai 68. Il développe surtout la question des immigrés présents aujourd'hui dans le combat révolutionnaire, participant à la révolution en France. Une femme espagnole d'une cité HLM anime beaucoup la discussion en posant des questions très diverses sur les étudiants, sur la politique du PCF. C'est un vieil homme qui lui répond : ancien du PCF, depuis sa fondation, il l'a quitté assez tôt, et il reprend les trahisons du PCF depuis la guerre d'Algérie. La femme espagnole soutient aussi le débat sur pourquoi l'échec, sur le rôle de De Gaulle.

G) QUELQUES REMARQUES POUR FINIR

1) Le premier bilan est que le rapport à Mai 68 est avant tout un rapport militant.

Nous pensons avec ces séances sur un sujet aussi connu et qui est vivant dans les consciences, rassembler pas mal de monde, surtout au film. En fait, ceux qui sont venus étaient tous des gens qui prenaient position sur la politique aujourd'hui. Il n'y avait pas de curieux, ou ils ne sont pas restés.

2) Cela a eu pour effet direct de renforcer la permanence anti-expulsions : l'étudiant tunisien a pris contact avec elle, et un camarade immigré qui n'a pas pris la parole mais a suivi attentivement le débat, s'est renforcé comme relai de la permanence dans son foyer.

3) A l'opposé : ceux pour qui 68 n'est pas le point de départ du nouveau se sont renforcés dans leur opposition au pôle maoïste : le français contacté à Renault nous a quittés sur : « vous n'êtes pas près de me revoir à vos machins ».

4) Nous sommes les seuls à parler positivement de Mai 68, car nous sommes les seuls à pratiquer et travailler ses leçons. Les « anciens de 68 » étaient inexistantes (à part celui présent à la première séance, mais qui se trouvait là par hasard). C'est une espèce qui n'existe plus. Ils ont soit tourné leur veste, soit disparu du champ de la politique. Les positions anarcho-syndicalistes, type : lutte dure, ou, il faut refaire un nouveau mai 68 ne se sont pratiquement pas rencontrées, ni vraiment dans l'école, ni dans les lieux de masse. C'est de politique qu'il a été question autour de 68, pas de lutte.

5) Nous avons rencontré une grande curiosité chez les jeunes qui n'ont pas connu Mai 68. Ils veulent savoir ce qu'a été « l'esprit de Mai ».

6) La conscience qu'il y avait avant et après Mai se manifestait de façon éclatée par :

chez un vieux : « c'est seulement après 68 que l'on a vu les femmes dans la politique, c'est formidable ! ».

ou négativement : « c'est à partir de 68 que les immigrés se sont tous trouvés à la chaîne tandis que les français prenaient les meilleurs boulots » (argument revenu souvent).

De plus, débattre publiquement de 68, c'était rafraîchir les mémoires notamment sur ce qu'étaient les syndicats : discours de Ségué à Renault, prise de position sur les étudiants, Grenelle.

Dans les débats, pas de révisionnistes qui soient venus nous chercher noise. Mai 68 est un de leurs points faibles...

MEMOIRE VIVANTE D'UNE TEMPÊTE (Reims)



10ème anniversaire de Mai-Juin 68: les livres souvenirs s'amoncellent, un marché est ouvert. Marchands d'illusions et marchands tout courts s'y engouffrent.

Tels ces « anciens » qui, de leur profonde retraite de vaincus nous proposent, tout au mieux, comme héritage d'ouvrir de « nouveaux espaces de lutte et de liberté » ! Tels ces journalistes bourgeois qui prétendent enfermer ce soulèvement dans le triptyque de la libération de la parole, des occupations d'usines et des barricades !

La mémoire populaire des journées de Mai-Juin 68 est aujourd'hui le lieu d'un combat .

Pour faire vivre la mémoire populaire de 68, il y a un moyen simple: s'appuyer sur les documents d'époque, les films tournés sur le vif ou immédiatement après le mouvement. Il y en a une petite dizaine, de valeur inégale et dont les plus connus sont: Oser lutter, oser vaincre (le meilleur film sur Mai-Juin 68); le droit à la parole; Wonder; Écoute Joseph; C'est le joli mois de mai, papa; les ciné-tracts; Sochaux...

En Novembre dernier, les camarades du groupe Eugène Pottier ont organisé, à Reims, un week-end débat sur ces films. 6 séances à l'affiche, du vendredi au dimanche. 600 entrées. La curiosité est forte, très forte sur 68. En effet, c'est un public neuf, un public de jeunes qui vient découvrir 68, un public plus curieux, plus ouvert que politisé. Fait frappant: les « anciens » sont absents, ils ne feront qu'une furtive apparition silencieuse au film de Tanner « Jonas ou avoir 25 ans en l'an 2000 », un film-bilan de 68 qui leur plaît bien. Les habitués scaphandriers de l'histoire, HR et PCR, tout occupés à refermer d'ici à la fin de l'année la cicatrice ouverte en eux par 68, ultime obstacle à leur retranchement de l'histoire vivante, ne sont pas là non plus. Seuls, quelques trotskystes viendront ferrailer sur le syndicalisme.

La première impression qui se dégage de ces films, c'est le souffle, la sensation de vivre l'éclatement d'une rupture: la violence des affrontements, le courage des manifestants, la haine de masse du révisionnisme et du syndicalisme, l'affirmation naissante mais résolue d'une alternative politique révolutionnaire, l'élan des idées et des sentiments qui dévoile impitoyablement la figure de ceux qui portent le vieux monde, une tempête qui s'attaque à tout.

Vision partielle de 68 sans doute. Et d'ailleurs, le triste film syndicaliste: Mai 68 à Cléon, vient nous rappeler utilement l'autre face de 68: l'enfermement syndicaliste des ouvriers dans les occupations d'usines, les bagnes du capital transformés en prisons syndicales avec leurs grilles, leurs conférences autorisées, leur parler, leurs matons...

Le souffle de la tempête donc, celui d'où nous sommes nés, notre profonde légitimation. Et un véritable pied de nez aux médiocres aventures de ceux qui ne veulent plus voir de 68 que l'inflexion irréversible de leur regard vers leur propre nombril.

Mais ce souffle, nous le regardons d'un autre oeil aujourd'hui. Et c'est cela qui va alimenter les discussions. Le pouvoir était plus dans l'imagination que l'objet d'une politique; sauf en quelques endroits, le peuple n'a pas eu d'existence politique; l'antagonisme à la société bourgeoise fut réduit à l'opposition syndicaliste aux patrons... De quoi préparer le retournement électoral du mois de Juin.

Bien évidemment, ces films ne disent rien sur ces questions. Tout au plus, Oser lutter, Oser vaincre se conclut sur l'affirmation qu'il faut un autre parti.

Débattre de ces films est par conséquent nécessairement une mise en question de 68. Une rupture, soit, mais est-ce qu'on peut vraiment y lire les éléments d'une politique révolutionnaire ? Bien peu encore: une liaison naissante et active d'étudiants et ouvriers révolutionnaires, quelques expériences paysannes du côté de Nantes et de la Bretagne, les affrontements de Flins et de Sochaux...

Événements qui se dérouleront essentiellement en Juin au moment où la Bourgeoisie recommence à parler politique, parlementarisme et où le mouvement lui-même se cristallise surtout dans la résistance à la liquidation.

C'est là que l'enthousiasme et l'espoir véhiculés par ces films rentrent en contradiction avec eux-mêmes: la révolution n'a pas eu lieu.

Expliquer cette contradiction est un point de force de notre intervention car elle nous oblige à conduire le bilan de 68 en termes politiques: pourquoi les gens ont-ils voté gaulliste ? Pourquoi la force résurgente des syndicats, des partis et de l'État bourgeois que l'on croyait abbatue par le mouvement ?

Habituellement, ces problèmes sont glissés sous la table ou encore mis au compte de l'insondable répulsion des masses à la révolution elle-même.

Dans un débat sur 68, ces interrogations qui sont de réelles interrogations de masse ont tout intérêt à être ouvertes complètement. Alors on découvre les tenants de l'alternative: ou le défaitisme petit bourgeois qui va logiquement jusqu'à renier la rupture révolutionnaire de 68, ou bien le tracé d'une politique révolutionnaire dont 68 a fait éclater seulement la nécessité et qui passe, en première ligne, par la fondation d'un parti de cette politique.

Ce n'est donc pas à notre passé que ces films nous confrontent principalement, mais à notre présent.

Point de nostalgie de ces temps actifs mais la pleine mesure des tâches qui nous attendent. Débats passionnés parce qu'actuels. Le public qui, dans sa majorité, n'a pas connu Mai 68 n'aura jamais l'impression d'avoir été convié à une célébration du souvenir.

Tout au contraire, des lycéens et deux ouvriers prendront contact avec le pôle maoïste à cette occasion.

Oui, Mai 68 reste une formidable tribune politique pour les révolutionnaires maoïstes.

L'U.C.F.M.L et la collection YENAN

ONT ORGANISÉ, LES 20 ET 27 MAI, DEUX CONFÉRENCES
SUR MAI 1968, QUI ONT DONNÉ LIEU A DES DÉBATS, EN
PARTICULIER AVEC LA PARTICIPATION DE CAMARADES OU-
VRIERS DES NOYAUX.

Voici les affiches de convocation à ces 2 conférences:

CONFÉRENCE N.1 - CONFÉRENCE N.2 SUR MAI 68

À L'INITIATIVE DES MAOÏSTES
DU GROUPE POUR LA FONDATION DE L'UNION
DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES
(U.C.F.M.L.) ET DE LA COLLECTION YENAN

SUR MAI 68, ON DIT, ON REDIT, ON SE DÉDIT SURTOUT. MAIS
LE SUR QUOI GÉNÉRALEMENT ON NE DIT RIEN, C'EST LA
POLITIQUE EN MAI 68

• QUELLES ÉTAIENT LES CHANCES POLITIQUES
DU MOUVEMENT ?

- LE MAOÏSME A-T-IL ÉTÉ CETTE POLITIQUE, OU UNE
IDÉOLOGIE DE FANTAISIE OU D'IMPORTATION ?
- DE 68 À 78, LA POLITIQUE DE MAI 68 SE CHERCHE.
SURMONTE-T-ELLE 2 ÉCHECS: CELUI DE LA "GAUCHE
PROLÉTARIENNE" EN 72, CELUI, BOURGEOIS, DE
L'UNION DE LA GAUCHE EN 78 ?

À TRAVERS LE RÉCIT, LA PÉRIODISATION, UN MAOÏSTE PARLE.

CONFÉRENCE 1: SAMEDI 20 MAI, 15h, SALLE LANCRY

(rue de Lancry, métro République) Sur le contenu de Mai 68, le PCF,
l'urgence maoïste.

CONFÉRENCE 2: SAMEDI 27 MAI, 15h, À LA

FACULTÉ DE JUSSIEU (métro Jussieu) Sur le double bilan de la "Gauche Prolétarienne"
et de l'union de la gauche. Adhérer à un cycle
en 78. Le mouvt espère politique.

NOUVELLES DU MIDI

Les assassins de La Ciotat

Dans l'après-midi du 11 Avril, aux chantiers navals de La Ciotat (C.N.C.), un échafaudage s'effondre entraînant 6 ouvriers dans le vide. SIMOES, un ouvrier Portugais, meurt après quelques minutes d'agonie, atrocement mutilé, écrasé sous des tonnes de planches. Trois autres ouvriers sont grièvement blessés. L'un d'eux restera plusieurs jours entre la vie et la mort.

Un nouveau crime du capitalisme.

Dans l'équipe, c'est la stupeur et l'écoeurement. Déjà, quelques instants plus tôt, un ouvrier a failli mourir sur ce même échafaudage: surchargé de planches, amputé d'une partie de sa base rigide qui sert déjà à construire un autre échafaudage à côté, il s'affaisse brutalement et l'ouvrier n'a que le temps de se raccrocher au bateau. Pour les CNC, pas question qu'une grue toute proche dépose un instant le gouvernail qu'elle transporte pour délester l'échafaudage de sa surcharge. Non ! C'est 6 ouvriers qui sont envoyés pour le faire, à la main. La suite... c'est un mort et 5 blessés.

Le lendemain matin, tous les ouvriers de la CNC se réunissent en Assemblée Générale et se mettent en grève. Une volonté: monter en masse à la direction, exiger des comptes !

Pas de provocations ! Hurlent les syndicats. Si vous voulez faire la révolution, faites-là sans nous. C'est la période des élections professionnelles, et ils sont en pleine campagne (il n'y aura d'ailleurs pas un mot sur la mort de SIMOES dans leur tract). Mais ils ne peuvent empêcher que des milliers d'ouvriers de toutes nationalités otent leurs bleus de travail et se répandent dans la ville, sur les quais, sur les trottoirs. Dans cette grève se cumulent la révolte et une grande tradition de classe: on ne travaille pas le jour où meurt un ouvrier.

Toute la journée, il y aura une intense agitation dans cette ville où tout le peuple vit au rythme des équipes, les familles, les commerces, les cafés...

Les maoïstes enquêtent.

Le 13 Avril, un détachement de maoïstes de l'UCFML et du CPAC de la région de Marseille est aux portes des CNC.

Un camarade monte sur un wagon, et drapeau rouge à la main parle devant des dizaines de groupes d'ouvriers qui écoutent, massés devant les portes, attendant la sortie.

«Plus aucun crime du capitalisme aux CNC !»

«Il faut que les coupables soient jugés !»

«Aucune confiance dans les syndicats !»

«Tous à l'enterrement de SIMOES !»

La sirène retentit. Un ouvrier s'arrête: «on est tous d'accord ici avec ce que vous dites, mais revenez demain pour discuter!».

Le lendemain, malgré une pluie torrentielle, des ouvriers s'arrêtent à la sortie des chantiers et discutent autour de nos panneaux. Deux axes dans notre intervention: - il faut aller à l'enterrement, s'organiser, débrayer pour cela. Marquons notre révolte et notre douleur contre les crimes du capitalisme.

- il n'existe de politique révolutionnaire qu'organisée: ralliez le pôle maoïste. Organisez-vous avec le CPAC.

Un jeune ouvrier s'interroge, achète le «Marxiste-Léniniste». Il veut en savoir plus sur le maoïsme, comment s'organiser à deux ou à trois pour pratiquer la politique révolutionnaire. Un autre achète la brochure du CPAC. Mais il pleut trop pour avoir des discussions prolongées.

Dans une cité populaire, c'est un peu plus abrité. Les femmes prennent la parole, disent leur révolte contre l'oppression des CNC sur tout le peuple:

«Ici, il n'y a pas de travail pour les femmes, sauf pour le ménage. Ces CNC contrôlent toute la vie, de l'école au travail...»

«Des accidents, il y en a eu des tas. Le matin, quand nos maris partent, on ne sait pas très bien si on les verra le soir...»

«Le travail est dangereux, avec le chantage permanent aux licenciements pour accroître les cadences. Alors les accidents, dans tout ça, ce n'est que le produit de la dictature des CNC!»

La vraie question ...

Une demi-heure avant l'enterrement, près de 300 personnes sont déjà sur la place de l'église. Des ouvriers arrivent encore. Ils sont venus massivement, sans qu'il n'y ait eu aucun appel, si ce n'est le notre: Des ouvriers immigrés principalement, des Portugais, des Espagnols. Nous ne pourrions structurer des débats: c'est un moment de colère sourde,

mais aussi de recueillement, de solidarité avec la famille de SIMOES. L'État pousse le cynisme jusqu'à poster un fourgon de gendarmerie juste devant la porte du cimetière.

Les syndicats, eux, font partout un grand tapage pour que le débat interne au peuple ne porte que sur la demande de «plus de sécurité». Mais comme le dit un ouvrier: depuis 30 ans qu'il travaille «à la Navale», les «commissions de sécurité se succèdent et depuis 30 ans les accidents continuent. La vraie question, elle est ailleurs».

Oui! Et la liquidation en cours de la SPAT (Terrin) à Marseille, menaçant directement 10 000 ouvriers de licenciements le confirme encore.

Le cœur de la question, c'est l'impérialisme, qui se démène pour se sortir de la crise, et qui pour cela opère une complète restructuration de la construction navale en particulier:

- liquider les vestiges du temps du colonialisme florissant, fermer de gros chantiers comme la SPAT (Terrin) et licencier en masse les ouvriers.

- exercer une véritable dictature sur les autres ouvriers, avec le chantage aux licenciements.

- augmenter les cadences, faire un maximum de profit au plus grand mépris de la vie des ouvriers.

Un seul choix : société impérialiste ou politique maoïste !

* Le CPAC a tiré le bilan de son intervention pour renforcer le travail politique qu'il mène dans les usines où il a une pratique prolongée, en appelant à ce que se constitue la force organisée des ouvriers et du peuple avec le CPAC contre les accidents et l'organisation capitaliste du travail.

* Tirer le bilan de La Ciotat, ce sera pour nous, à la SPAT comme dans tout le peuple, structurer nos interventions du point de vue du soutien à l'indépendance des mouvements du peuple contre la société impérialiste, et du ralliement au pôle maoïste.

DANS TOUTE LA FRANCE , SUR LE FRONT DE CLASSE DES
EXPULSIONS , UNE FORCE SE LEVE , POUR LES INTERDIRE,
POUR L'EGALITE DES DROITS .



Ici , une manifestation à LILLE.

Contre les expulsions (Salon)

LES FAITS

A Salon, près de Marseille, un jeune Algérien, Boudjema Bouhezi, est menacé d'expulsion. La première échéance que lui fixe l'État est celle du 14 Février, date de son passage devant la commission d'expulsions de Marseille. Le motif invoqué : délinquance et affaire de stupéfiants datant d'il y a un an. Immédiatement à Salon c'est la révolte : les jeunes immigrés (filles et garçons) amis de Boudjema, ont fraîchement en mémoire les expulsions récentes de trois de leurs camarades, qui ont eu lieu dans des conditions tout à fait illégales (menés de force à l'aéroport) et qui sont injustifiées. De plus Boudjema avait eu des propositions de la part des flics : devenir mouchar en gage de liberté, chantage odieux qu'il a refusé.

Les jeunes immigrés de Salon vont taper à toutes les portes, et finissent par obtenir que la date du passage devant la commission soit reculée et fixée au 9 Mai. A partir de là se constitue un collectif anti-raciste qui se transformera par la suite en collectif anti-expulsions.

LE COLLECTIF

Il se fixe pour tâche de faire une intense propagande contre les expulsions (un camarade de Boudjema passe également en commission). Il y a des articles dans la presse, des tracts, des pétitions, un affichage massif. Ils vont voir le PCF, le PS, les syndicats. Ils essaient de rallier le plus d'anti-racistes possible. Le tout devant se concrétiser par un meeting le 28 Avril à Salon salle Septier.

LA MOBILISATION DES MAOISTES ET DES PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS

Les maoïstes de l'UCFML, ainsi que les permanences anti-expulsions de la zone prennent contact avec le collectif.

C'est dans un premier temps une enquête, dont les résultats sont :

1 - Ces expulsions sont politiques, le motif invoqué est un prétexte pour expulser Boudjema. Il prépare de plus l'expulsion en masse de 50 à 60 autres jeunes immigrés à Salon (nous l'avons appris par la suite). Ces expulsions s'inscrivent dans la politique impérialiste de l'État français. C'est le peuple qui est attaqué, mobilisons le !

- Nous sommes de cette mobilisation anti-expulsion.

2 - Les permanences anti-expulsions s'emparent de cette lutte :

. propagande : tracts, pétitions, articles dans la presse
. une réunion publique dans un lycée, qui regroupe une trentaine de jeunes

. elles appellent à la mobilisation pour le meeting du 28 Avril.

La mobilisation est centrée sur :

. Boudjema ne doit pas être expulsé, mobilisons nous efficacement jusqu'au bout.

. Discutons de la force qu'il faut construire aujourd'hui contre les expulsions, et faisons la !

LE MEETING DU 28 AVRIL

Le meeting appelé et organisé par le collectif de Salon rassemble 200 personnes - ce qui est important pour une ville comme Salon -. C'est un meeting d'informations et de protestations. Il y a 2 temps :

- passage d'un film syndicaliste sur les travailleurs immigrés
- débat portant sur le «pourquoi» des expulsions.

A. TROIS EXPLICATIONS ET DEUX POSITIONS SUR LE «POURQUOI DES EXPULSIONS».

- L'une humaniste : le racisme, ce sont les hommes, les mauvais (courant très faible).

- L'autre, c'est l'explication révisionniste de la crise, les immigrés font les boulots les plus sales, on a besoin d'eux, ils travaillent donc ils doivent rester. Il y a expulsion car il y a du chômage, etc... C'est une position syndicaliste et défaitiste.

- La troisième : les expulsions bien sûr c'est une politique, c'est la politique de l'État impérialiste français. Cette position est expliquée de manière concrète par les permanences anti-expulsions, qui inscrivent la menace d'extradition de Bellavita dans ce contexte, et par le CPAC de Marseille, qui intervient en disant : il n'y a pas de bonnes et de mauvaises expulsions : il y a des expulsions, ça c'est la politique de l'État.

L'avocate de Boudjema a d'ailleurs expliqué que les gros délits n'avaient pas comme sanction l'expulsion, alors qu'on expulse pour les petits délits. La jeunesse étant expulsée, la famille bien souvenant la suit. L'État a peut-être trouvé là un moyen efficace pour obliger des familles à retourner au pays.

B. QUANT AU «QUE FAIRE» : Toute la salle se posait cette question. Elle n'a pas été débattue, «sujet tabou». Les camarades des permanences anti-expulsions se sont fait réprimer quand ils l'ont posée. Le collectif a refusé de répondre.

LES QUESTIONS OUVERTES PAR CE MEETING

- la force que l'on va construire contre les expulsions sera-t-elle uniquement une force contestataire, une force syndicaliste ? Ou bien sera-t-elle une force réelle qui s'oppose à l'impérialisme français et ses laquis de droite et de gauche. Une force qui ne dénonce pas seulement le racisme comme quelque chose de mauvais pour le peuple, mais qui comprenne réellement que les immigrés c'est une partie du peuple, que l'attaque contre eux, c'est l'attaque du peuple entier par l'État français qui consolide ses visées et sa politique impérialistes.

- Cette force fera-t-elle confiance à l'État, aux partis de gauche, pour régler ses propres affaires ? Démissionnera-t-elle devant le problème de constituer sa propre politique, ou alors grandira-t-elle à sa mesure, en comptant sur elle-même, en se mobilisant réellement contre l'État impérialiste français.

Voilà les questions ouvertes par la mobilisation contre l'expulsion de Boudjema. Les permanences anti-expulsions, à partir de ce bilan, ont appelé à une réunion publique le 9 Mai.

VIVE LE MAOISME !

BROCHURES DE L'U.C.F.M.L. aux Éditions Potemkine:

- «Le mouvement ouvrier révolutionnaire contre le syndicalisme» Alain Badiou (1975) 5F
- «Angola, Cuba, URSS - Internationalisme prolétarien et social-impérialisme» (1976) 3F
- «Le plan Barre dans la conjoncture actuelle» (1976) 5 F
- «Sur le maoïsme et la situation actuelle en Chine après la mort de Mao-Tsé-Toung» (1976) 3 F
- «Le maoïsme, marxisme de notre temps» (1976) 3 F
- «Une étude maoïste: la situation en Chine et le mouvement dit: 'de la critique de la bande des quatre'» (1977) 4 F
- «Face aux élections, vive la politique révolutionnaire du peuple des campagnes» (1977) 2 F

6 NOUVELLES BROCHURES (printemps 1978):

- «Qu'est-ce qu'une politique marxiste ? » Paul Sandevince, préfacée par l'UCFML. 4 F
- «Aujourd'hui, participer aux élections, c'est soutenir l'impérialisme» 4 F

- «Les noyaux communistes ouvriers: forme actuelle de l'avant-garde, piliers de l'édification du Parti de type nouveau» 5 F
- «Les Comités Populaires Anti-Capitalistes - CPAC» 2F
- «L'internationalisme prolétarien aujourd'hui» 4 F
- «Nucléaire, écologie, et politique révolutionnaire» 5F

«LE MARXISTE-LÉNINISTE»

Journal central des maoïstes de l'UCFML

BP 278 -75 827 Paris Cedex 17

Abonnements (sous pli fermé): 60 ou 100F et plus.

PUBLICATIONS DES COMITÉS

PORTUGAL ROUGE OUVRIER PAYSAN VAINCRA

REVUE: Luites de classes au Portugal

JOURNAL: Nouvelles du Portugal Révolutionnaire et brochures: CONTACTS, BP 247 -75564 Paris Cedex 12

Groupe FOUDRE d'intervention maoïste dans l'art et la culture. Publication trimestrielle: Feuille FOUDRE

CONTACTS: Feuille FOUDRE 14 rue du Château d'eau, 75 010 Paris. Abonnements: 20, 50, 100F et plus.

ETUDES MAOISTES

Où en est la crise ?

Les élections gagnées, Barre modifie sa politique économique. Le système industriel français, dit-il, est un é-tang trop tranquille ou prospèrent les carpes, il faut y intro-duire les brochets aux dents longues pour éclaircir leurs rangs. Traduisons : vive le capitalisme sauvage, vive la concu-rrence acharnée : je libère les prix industriels, je laisse tomber les canards boiteux du profit et que les meilleurs gagnent ! Pourquoi cette politique et quelles vont en être les consé-quences ?

OU EN EST LA CRISE ?

Tout d'abord, où en est la crise économique ? Elle continue. Après la récession de 1974 qui a vu, pour la pre-mière fois, la production diminuer dans la plupart des pays capitalistes (dont la France), il y a eu une faible reprise en 77, reprise qui a déjà cessé aux USA. Le fait majeur de toute cette période, c'est qu'avec de faibles taux de croissance de la production, le chômage a partout considérablement aug-menté. En France, il est passé de 400.000 chômeurs inscrits à plus de 1.100.000.

Une crise économique du capitalisme, c'est quoi ? Fondamentalement c'est, provoquée par une baisse des pro-fits tirés du travail des peuples, une concurrence acharnée entre les capitaux. Dans cette lutte pour se partager des pro-fits réduits, les capitalistes les plus faibles disparaissent par faillite et les plus forts tentent de se réorienter dans des sec-teurs de production plus rentables. Dans une crise, il y a donc à la fois destruction de capital (fermetures d'usines) et ré-orientation, redistribution du capital, ce que les bourgeois appellent la «restructuration», le «redéploiement industriel». Cette concurrence accrue, elle s'exerce entre les capitalistes d'un même pays, mais aussi à échelle internationale.

Dans cette situation, le rôle de l'État bourgeois, c'est de créer les meilleures conditions possibles pour que les capitalistes d'un pays gardent ou améliorent leur place dans la guerre économique qui sévit entre les impérialismes. Il y va en effet du pouvoir de la bourgeoisie dans son ensemble. Pour la bourgeoisie «libérale» française, ne pas tenir sa place dans la hiérarchie des pays impérialistes, c'est en effet s'exposer aux révoltes du peuple dont des fractions de plus en plus ré-duites peuvent être achetées et corrompues et aussi s'expo-ser à voir se développer l'autre projet bourgeois, celui des so-ciaux-fascistes qui ont leur propre «solution» à la crise : éta-tisation du capital, et redistribution des alliances internatio-nales.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA BOURGEOISIE

La «politique économique», c'est l'ensemble des me-sures visant à créer les conditions de la poursuite de l'accu-mulation du capital français dans la situation de crise inter-nationale.

La politique économique doit aujourd'hui tenir compte d'un aspect important de la croissance capitaliste de l'après-guerre : l'interpénétration des marchés. Surtout de-puis la mise en place du Marché Commun et la venue au pou-voir de De Gaulle, l'économie française s'est largement «ou-verte» sur l'extérieur. Dans l'industrie, les patrons français de quelque importance doivent maintenant exporter pour survivre et se voient concurrencer en France par des patrons américains, allemands, japonais, etc... Les importations en France représentent déjà 20% de la production intérieure to-tale et près de 40% de la production industrielle est exportée,

principalement vers d'autres pays industrialisés. De là vient que la fermeture des frontières, qui est une tentation très forte pour la bourgeoisie, est une arme aujourd'hui bien dif-ficile à manier. Forts de leurs positions acquises sur les mar-chés internationaux, les impérialismes dominants, comme les USA et le Japon ne se privent pas de l'utiliser, tout en conti-nuant à vanter les mérites du libéralisme... pour les autres. Mais pour un impérialisme de second rang, c'est beaucoup plus délicat : la fermeture des frontières entrainerait des me-sures de rétorsion, et il faut bien pouvoir exporter pour payer les importations indispensables. Dans la guerre économique, la marge de manœuvre de la bourgeoisie «libérale» française est donc étroite. C'est pourquoi exporter, exporter toujours plus, est l'obsession d'un Barre qui pilote les yeux fixés sur la balance commerciale et la valeur du franc, les deux indica-teurs principaux de la «compétitivité» de l'industrie française face à ses concurrents.

Les moyens de la politique économique sont en gros de deux ordres : ceux qui agissent sur les conditions généra-les de l'accumulation des capitaux quels qu'ils soient : abais-ser le pouvoir d'achat des salariés pour rétablir le taux de pro-fit, faciliter la «mobilité» de la main-d'œuvre (intérim par exemple), faciliter le crédit, créer des aides à l'exportation. Ceux qui concernent des branches d'industrie ou des entrepri-ses particulières : soit que l'État prenne directement en main la production dans des entreprises nationalisées, soit qu'il subventionne certains secteurs pour les développer ou opé-rer des concentrations et restructurations (sidérurgie par exemple).

CE QUI CHANGE AVEC LA VICTOIRE ÉLECTORALE DE LA BOURGEOISIE LIBÉRALE

Avec son plan de l'automne 76, Barre avait comme objectif principal de réduire l'inflation par la compression du pouvoir d'achat des salaires et un assainissement des finan-ces publiques et de la sécurité sociale (diminution des dépen-ses de l'État). L'inflation, plus forte en France qu'en Allema-gne et aux USA, menaçait en effet gravement la «compétiti-vité» des exportations françaises*. Mais sur le chômage par exemple, la bourgeoisie française avait été moins brutale que la bourgeoisie allemande. Il a certes fortement augmenté, mais moins que l'auraient souhaité les capitalistes qui se plai-gnent de leurs ouvriers en «surnombre», de la difficulté de licencier ainsi que du blocage des prix industriels par l'État. La raison de cette relative prudence était essentiellement l'échéance électorale de 78.

Avec la défaite de l'Union de la gauche, Barre se sent plus libre. Débarrassé pour un temps de la menace des nouveaux bourgeois, il pense pouvoir intensifier l'offensive contre le peuple pour accélérer le processus de restructura-tion du capital. Et c'est : libération des prix industriels, sup-pression de l'aide au capital moribond (Boussac, chantiers navals), accélération de la «mobilité de la main-d'œuvre» avec l'intérim, la réduction du plan «emploi des jeunes» et en pré-paration des mesures visant à faciliter les licenciements. Bref, Barre libère un peu plus la concurrence sauvage, mécanisme de sélection naturel du capitalisme. Il met le paquet sur le premier aspect de la politique économique : créer les condi-tions d'ensemble d'une accélération de la restructuration ca-pitaliste. Cette série de mesures n'est cependant pas une rup-ture radicale avec la politique précédente. L'expression de «nouvelle politique», l'éloge du libéralisme qui les accom-

* Se reporter à l'analyse du plan Barre parue aux Éditions Potemkine.

pagent sont largement des opérations idéologiques visant à redonner confiance et à stimuler les capitalistes moroses. Il est peu probable par exemple que soit complètement abandonnée la politique de soutien à des entreprises et des secteurs importants, car même dans le grand patronat des voix s'élèvent pour critiquer un libéralisme total, qui ne serait plus adapté au capitalisme actuel.

Il est certain aussi que si cette politique laisse à nouveau l'inflation se déchaîner, Barre en reviendra à un interventionnisme plus direct. Bref Barre libéré des échéances électorales assène de nouveaux coups, mais sans plan véritable à long terme, car la bourgeoisie en crise n'a pas aujourd'hui les moyens d'un tel plan, et en restant très attentif à la riposte qui pourrait venir.

QUELLES VONT ETRE LES CONSÉQUENCES DE CETTE POLITIQUE POUR LE PEUPLE ?

D'abord, une augmentation du chômage. Augmentation générale, mais surtout par secteurs et donc par régions. Certaines régions : Vosges, Nord, Ouest, vont être très durement touchées. Ensuite, car cela va toujours de pair, une aggravation de l'exploitation, de la réorganisation du travail dans le sens de son intensification qui va toucher toutes les couches de la classe ouvrière, y compris les OP. Et toujours une compression du pouvoir d'achat et une hausse des prix qui va rester très forte. Et bien sûr il faut s'attendre, pour faire passer tout cela, à une accentuation de l'offensive politique contre le peuple de l'impérialisme à l'intérieur, de même que cette nécessité de restructuration dans une concurrence internationale accrue est la toile de fond de l'agressivité décuplée de l'impérialisme français à l'extérieur.

Dans une telle offensive anti-populaire, la bourgeoisie classique est obligée de trouver un terrain minimum d'entente avec la nouvelle bourgeoisie et le syndicalisme. C'est l'objet des négociations qui vont s'engager. Il va bien falloir, le prolétariat fondamental étant frappé de plein fouet, donner quelques miettes aux syndicats et à leur base de masse pour maintenir un minimum de consensus impérialiste. On voit déjà clairement sur quoi cela va porter : comprenez les dures nécessités de la crise, leur dit Barre, et on va discuter retraite, légère réduction du temps de travail, stages formation, grilles de classification.

L'exemple de Terrin est significatif : les licenciements sont acceptés contre retraite anticipée et stages de formation (surtout pour les cadres !).



Marchais sort de chez Giscard. Les deux bourgeoisies cherchent le nouveau cours du consensus impérialiste et parlementaire.

Cette situation va cependant soumettre les syndicats à rude épreuve. La gestion des miettes laissées par l'impérialisme va vraiment devenir difficile. Déjà on constate que leur base de masse s'effrite dans certaines fractions de l'aristocratie ouvrière, tandis que les racistes et les chauvins s'organisent.

Nos tâches dans la période vont être lourdes. Nous savons bien l'extrême difficulté de la simple résistance aux licenciements, surtout usine par usine. Si cependant la situation s'aggrave considérablement dans certaines régions, il y aura des révoltes. Mais pour le peuple, il n'y aura d'avancée véritable que politique. La crise, c'est en effet une course de vitesse engagée entre la bourgeoisie et le peuple. Si celui-ci ne développe pas sa force politique d'ensemble, son unité anti-impérialiste, il sera battu, couche par couche, usine par usine et deviendra la masse de manœuvre de la bourgeoisie française dans des affrontements entre impérialismes qui ne vont faire que s'aggraver et qui conduiront, tôt ou tard, à la guerre ici même. Voilà pourquoi les tâches des maoïstes sont lourdes aujourd'hui. Il faut absolument que le pôle maoïste se développe. Dans l'immédiat, il faut articuler notre propagande sur la nature de la crise au bilan des élections car ce sont là les arrières fondamentaux du développement de la politique révolutionnaire aujourd'hui.

UN FILM POUR LA RESISTANCE: ELEMENTS D'ENQUETE POUR UN BILAN DE LA RESISTANCE

* FILM TOURNÉ DANS L'AUXOIS EN COTE D'OR. (Copie disponible 16 mm en son optique ou magnétique - durée 1h30. Affiches et textes de présentation disponibles.

Écrire au «Marxiste-Léniniste»
BP 278 -75 827 Paris Cedex 17 .

Depuis Mai 68 et la chute du Gaullisme, le débat sur la période 36-47, celui de la Résistance notamment, se développe. Une course de vitesse entre l'impérialisme et le camp de la Révolution s'engage.

- A -

«Un film pour la Résistance», c'est la rencontre de Partisans et des révolutionnaires de Mai 68. Les «éléments pour un bilan de la Résistance» naissent de cette confrontation: le camp de la Révolution, sa direction politique et

militaire, le Programme, quelle est notre avancée là-dessus ? Quelle est notre histoire ? Quelle est notre force ?

Les Résistants, paysans, ouvriers, instituteurs, avec leurs sourires et leurs colères, leur force et leur jeunesse, leurs hésitations et leur enthousiasme pour le bilan.

Les révolutionnaires d'aujourd'hui, qui organisent le débat, donnent leur point de vue.

Les images et le son, sans fioritures ni exercice de style, simples comme ces rencontres, francs comme le bilan, partisans comme le film.

Voilà le nouveau.

- B -

FILM MILITANT CONTRE LES DEUX BOURGEOISIES:

Face à l'offensive de la bourgeoisie «libérale» contre la Résistance :

La grâce de Touvier - bourreau du peuple -, la suppression du 8 Mai par Giscard, la venue de Skorzeny le tortionnaire à la télévision, tout cela provoque une première levée de boucliers par les Résistants: meetings, projets de manifestations en 76 contre un rassemblement nazi en Normandie, commémorations «sauvages» du 8 Mai, agression de Skorzeny, intervention dans «l'affaire» Peiper à Vesoul, et tout récemment le rassemblement de Cologne pour la dissolution des organisations néo-nazies. Parallèlement, les films pro-nazis sont mis au pilori: le peuple n'apprécie guère ces reconstitutions où les Résistants sont des mercenaires et les autres des spectateurs, où la barrière entre les deux camps irréductibles, la révolte des masses sont anihilés à grands renforts de psychanalyse et introspection. Avec les maoïstes, une large partie du peuple, parmi les Résistants, la jeunesse, les intellectuels, met un terme à cette odieuse campagne, jetant «Portier de Nuit» et «Lacombe Lucien» dans les poubelles de l'histoire.

Échec des révisionnistes :

Ils ont tenté de tirer la couverture à eux: il y a 2 histoires, la petite et la grande. Dans la petite, il y a le peuple, sain, héroïque et déterminé, dans la grande, il y a la politique, le PCF et les grands monopoles. Mais «L'Affiche Rouge» et «1900» n'ont pas obtenu non plus l'adhésion populaire.

Dénonçons ces insanités !

- C -

Face à ce courant des tenants de l'impérialisme, «Un film pour la Résistance» est un témoignage partisan, une contribution à L'HISTOIRE DU CAMP DE LA RÉVOLUTION :

a) Oui la Résistance fut une mobilisation massive du peuple qui ne se compte pas en nombre de maquisards. Il y avait les gens qui renseignaient, ceux qui ravitaillaient, ceux qui hébergeaient et ceux qui se taisaient. Les maquisards étaient la branche armée de ce vaste mouvement.

A l'intérieur du Camp du Peuple, il y a une place pour chacun.

b) Des noyaux de 1940 à l'insurrection générale, il y a tout un processus victorieux de ralliement et d'organisation, scandé par les grands événements (déclaration de guerre à l'URSS, S.T.O. - travail obligatoire -, Stalingrad, victoires locales, débarquement...) parce que la cause est juste:

- Libération du territoire.
- Retour des prisonniers
- Confiscation des biens de l'ennemi nazi et collaborateur.
- Changement de la monnaie ...

c) Aucun quartier général révolutionnaire ne rassemble et n'organise en terme de projet d'État les aspirations et la mobilisation populaire. La bourgeoisie Gaulliste apparaît alors comme seule alternative au nazisme.

Il faut voir et faire connaître «Un film pour la Résistance».

VIVE L'HISTOIRE POPULAIRE VIVANTE !
Soutenons et développons les films progressistes et révolutionnaires !

LUTTE FRONTALE CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

VIVE LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE ANTI-IMPERIALISTE (Dijon-Besançon)

Octobre. 4 camarades de la FEANF - Fédération des Étudiants d'Afrique Noire - passent en procès pour s'en être pris à l'OCAU - Office de l'État impérialiste français chargé entre autres de répartir les bourses aux étudiants d'Afrique Noire. L'unité UCFML de Dijon, qui est partie prenante de ce combat, est la seule organisation qui soutient activement les camarades de la FEANF. Tout d'abord en aidant celle-ci à organiser matériellement le rassemblement lors du procès ainsi que le meeting qui le suivra le soir même, ensuite en menant campagne dans la ville autour de deux mots d'ordre :

- Vive l'égalité des droits politiques entre français et immigrés.
- Vive l'activité anti-impérialiste des progressistes et révolutionnaires étrangers contraints de continuer la lutte sur notre territoire !

Au procès, au meeting, mobilisation massive des étudiants étrangers, peu de français. Néanmoins l'isolement dans lequel l'impérialisme français voulait cantonner la

FEANF fut rompu, en partie grâce à la mobilisation des maoïstes et d'un certain nombre de démocrates qui, à la demande des maoïstes envoyèrent des lettres de protestation. Et ce fut une victoire : des peines avec sursis alors qu'à la clef il y avait l'expulsion.

Pour tous les révolutionnaires qui avaient sympathisé avec les maoïstes durant cette campagne, une idée de bilan s'impose : «Il faut s'organiser pour mener une guerre prolongée pour l'égalité de tous les droits entre français et immigrés. C'est ainsi qu'une dizaine de camarades, ouvriers, lycéens, étudiants, décident avec les maoïstes de construire un Comité Populaire Anti-Capitaliste - CPAC - dont la première tâche est de travailler à la naissance d'une force populaire démocratique et révolutionnaire contre les décrets Stoléru et les expulsions :

- en dénonçant partout ces mesures racistes et impérialistes .
- en appelant à construire des permanences anti-expulsions .
- en renforçant le CPAC.

Camarades, une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine.

Décembre. Dans l'océan des expulsions, ce qui aurait pu paraître pour un fait divers deux mois plus tôt, déclenche une levée en masse de la jeunesse démocratique. A Besançon, un militant de l'UNEM - Union Nationale des Étudiants Marocains - tombe sous le coup d'un arrêté d'expulsion pour avoir exprimé son soutien à la lutte du peuple Saharaoui. La riposte est immédiate. Le camarade est planqué. Un collectif anti-expulsion se constitue. Sur le campus, la grève s'organise et le lendemain une manifestation de 800 personnes s'ébranle dans les rues piétonnes jusqu'à la préfecture où s'est barricadé le préfet. A Dijon, aussitôt la nouvelle apprise, on mobilise, et à la faculté, les assemblées générales battent leur plein.

Pour les nouveaux bourgeois du PCF et des syndicats la situation est intolérable. Cette fois-ci le lien entre l'expulsion et les intérêts impérialistes de l'État français est trop évident. Ce qui apparaît et ce dont le mouvement de masse commence à prendre la mesure, c'est que toute procédure d'expulsion est un acte impérialiste. C'est ainsi que la bourgeoisie impérialiste française tente d'éliminer les progressistes et révolutionnaires étrangers, étudiants ou ouvriers, qui affirment d'une manière ou d'une autre que la classe ouvrière et le peuple de France ne sauraient être libres s'ils laissent exploiter et opprimer d'autres peuples.

Tout le travail de ces nouveaux impérialistes va donc consister à réprimer la dimension anti-impérialiste du mouvement afin de l'inscrire dans les limites de la rivalité des deux cliques bourgeoises, comme une simple protestation contre la politique de Giscard-Barre. Les tractations entre eux et l'extrême-gauche syndicaliste, trotskystes et Cie sont morbides, à tel point que les assemblées générales se désertent. Le PCF demande la soumission absolue. Il veut notre camarade dans une camisole de force, la camisole syndicale !

Prenant appui sur les divisions internes à l'UNEM, son chantage consiste à n'accepter de soutenir notre camarade qu'à condition qu'il puisse le présenter comme un bon syndicaliste, pour qui les libertés syndicales ont été bafouées, et non pas comme un anti-impérialiste qui soutient la lutte d'un peuple contre l'agression impérialiste française. Comme toujours, les trotskystes sont prêts pour ce service funèbre.

Un mouvement de masse vidé de son contenu, transformé en force de frappe pour leur projet d'État, voilà ce qu'il leur faut.

Projet d'État social-impérialiste ! qui veut avoir les mains libres pour mener à bien le pillage des pays du Tiers-Monde. Projet d'État social-fasciste ! dont il faut protéger les centres vitaux : les syndicats, organes de répression de la volonté révolutionnaire et anti-impérialiste du peuple de France.

Aujourd'hui, on expulse le PCF et les syndicats du mouvement de masse et des manifestations.

Mais cela ne restera qu'un projet pour la bonne et simple raison que les maoïstes de l'UCFML et du CPAC sont sur la brèche. A la porte des usines, des lycées, des foyers de travailleurs immigrés et surtout dans les facultés, nous ne lâchons pas un seul pouce de terrain.

A la manifestation où le PCF et les syndicats ne voulaient voir les étudiants qu'avec une seule banderolle « Non à l'expulsion du camarade » le CPAC relève le défi en affirmant avec la sienne « Pas une seule expulsion, pas une seule extradition ». Durant la prise de parole des syndicats, avant ce qu'ils voulaient être la dispersion, les révolutionnaires maoïstes du CPAC et de l'UCFML restent groupés sous leur banderolle et font feu avec les mots d'ordre de la politique révolutionnaire du peuple :

- Vive l'égalité des droits politiques entre français et immigrés !

- Un progressiste et révolutionnaire est partout chez lui !
- L'impérialisme français bas les pattes en Afrique !
- Vive la lutte du peuple Saharaoui !
- Soutien total au Front Polisario !

Progressivement nos mots d'ordre sont repris. Des têtes se tournent... et on commence à se regrouper autour des maoïstes, pendant que nos syndicalistes furieux s'agitent pour appeler à la dispersion. Alors on décide de repartir en manif. Laisant les faux amis sur place, nous sommes 700 à refaire le chemin inverse et cette fois-ci avec une toute autre allure. Ce n'est plus le troupeau qui mendie en traînant la patte, mais une force populaire, qui libérée de l'emprise syndicale, exprime avec offensivité sa volonté de battre le fer avec l'impérialisme français.

Un premier bilan.

Quelques temps après, l'UCFML et le CPAC relancent le débat en organisant un meeting de soutien au peuple Saharaoui et au Front Polisario avec projection d'un film et une remarquable exposition photographique.

Compte tenu de la très vigilante répression étatique contre toute manifestation sur ce thème, nous décidons de battre le rappel en 48 heures, et c'est un succès. Malgré la présence de CRS sur le campus nous nous retrouvons à 60 et parmi nous un bon nombre d'étudiants du mouvement de masse, français et étrangers, venus à l'appel du pôle maoïste saluer l'héroïque lutte du peuple saharoui et débattre sur la base de la reconnaissance du mot d'ordre de l'égalité des droits politiques comme un des points essentiels de la politique révolutionnaire, des objectifs assignables au mouvement de masse. Tel était par exemple le sens de l'intervention d'un étudiant de Besançon, venu prendre la parole au nom du mouvement de masse anti-impérialiste de sa ville.

D'une certaine manière, ce succès est confirmé un mois plus tard par l'interdiction dans le cadre de la « Semaine Anti-impérialiste » du meeting de l'UCFML et du CPAC, dont le thème central était : **A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !** Censure pleine de promesses sur ce que l'on avait à attendre d'une majorité parlementaire de l'ex-Union de la gauche, puisque si à l'origine de cette interdiction il y avait le préfet, en seconde main c'est le président de l'Université, homme du PS, qui nous a systématiquement refusé toutes les salles (pourtant libres) sur le campus, profitant de ce que la FEANF était déclarée responsable de la Semaine Anti-impérialiste, pour la menacer à nouveau si le meeting se tenait.

Enfin, magnifique victoire du mouvement de masse anti-impérialiste, car devant la force de la mobilisation populaire, l'État impérialiste français a du annuler l'arrêté d'expulsion pris contre le camarade de l'UNEM.

Durant ces batailles successives sur le front de classe de l'unité entre français et immigrés, le pôle maoïste en même temps qu'il a beaucoup appris a su faire ses preuves. C'est ce qui explique qu'actuellement est en jeu avec des étudiants progressistes la mise sur pied d'une permanence anti-expulsions. Or à peine celle-ci commence-t-elle à s'ébaucher que les ouvriers immigrés d'un foyer Sonacotra en grève demandent à ce qu'elle tienne au sein du foyer une réunion pour informer et débattre du rôle qu'elle entend jouer contre les décrets Stoléro et les expulsions.

. Vive la mobilisation démocratique et révolutionnaire contre : les expulsions, les extraditions, les décrets Stoléro, les crimes et attentats racistes de toutes sortes !

. Menons jusqu'au bout la politique maoïste dans la jeunesse, dans les facultés et les lycées !

Soutenons les camarades anti-impérialistes et patriotes étrangers !

Développons et renforçons les permanences anti-expulsions !

- VIVE LE POLE MAOÏSTE !

ATTAQUONS LE FOOT IMPERIALISTE

(CONTRE FRANCE / IRAN A TOULOUSE)

«A moins d'un mois de la coupe du monde, les équipes de France et d'Iran se rencontrent le jeudi 11 Mai à Toulouse dans le cadre de la préparation à cette épreuve».

Ça, c'est ce qu'annonce la Dépêche du Midi, quotidien local (radical de gauche). Mais dans la jeunesse, principalement étudiante, on voit les choses différemment.

France-Iran : le sport au service de l'État impérialiste français et du Chah fasciste!

D'abord cette coupe du monde elle a lieu en Argentine avec ce qu'on y connaît comme dictature de la bourgeoisie sur le peuple Argentin, sur les centaines de progressistes et révolutionnaires assassinés ou torturés.

Ensuite, cette équipe d'Iran qui vient jouer en France, on sait quoi elle représente et de qui elle est composée. Ambassadeur d'un régime fasciste connu pour ses 100 000 prisonniers politiques et ses centaines de patriotes assassinés, elle rassemble des agents de la tristement célèbre SAVAK (police politique secrète du Chah) et des militaires. Tous les anti-fascistes sont d'accord: il faut faire quelque chose pour France-Iran. Mais comme pour toute chose, toute politique, 2 voies vont rapidement apparaître :

- l'une disant: il faut axer uniquement France-Iran sur le boycott de la coupe du monde en Argentine et ne pas dévier de cela.

- l'autre soutenant: ce qui est en jeu pour ce match, ce n'est pas le boycott (en dernier ressort nous n'en avons pas la clef) mais bien un soutien effectif au peuple Iranien en ne tolérant pas la venue des ambassadeurs du fascisme et en dénonçant les intérêts de l'État impérialiste français.

La première voie est le cheval de bataille du COBA (Comité pour le Boycott de l'Organisation de la Coupe du monde en Argentine) au début rassemblement de progressistes révoltés par la situation en Argentine, puis rapidement infiltré par toute cette faune trotskyste qui ne vit que par ce genre d'organisation.

La seconde est fermement soutenue par les maoïstes de l'UCF ML et le Comité Anti-impérialiste. Les camarades Iraniens, certes très décidés à aller jusqu'au bout des choses et à montrer un soutien concret à leur peuple opprimé, pour leur part essaieront de ménager la chèvre et le chou, mais l'Assemblée Générale du mercredi précédant la manifestation du Jeudi leur ouvrira définitivement les yeux.

Organisation de la manifestation malgré les sabotages trotskystes.

L'idée d'empêcher la tenue du match est lancée par les maoïstes un bon mois avant la date prévue, lors d'un meeting du COBA. La semaine qui précède directement le match, les choses s'accroissent. Nous décidons de contacter les camarades Iraniens sur ce qu'on peut faire le jeudi 11. Nous avions pu voir, lors de la venue du Chah à Paris, que les camarades Iraniens avaient été conséquents et déterminés. Rapidement nous nous mettons d'accord sur l'objectif et les axes à tenir. Faire le maximum, compte tenu du rapport de force avec les flics, pour interdire le match, ou au minimum dénoncer les bourgeoisies française et iranienne en soutien au peuple Iranien. Le même jour, nous rencontrons un militant du COBA, nous disant être mandaté et voulant faire quelque chose pour France-Iran. Un tract est rédigé, axé à la fois sur le boycott et le soutien au peuple Iranien, dénonçant également les intérêts de l'État impérialiste français, appelant à la manifestation du jeudi 11 Mai et à une AG préparatoire le mercredi soir.

Le mardi 9, tout ce que compte Toulouse de trotskystes organisés s'est donné rendez-vous à la réunion du COBA. Nous y sommes également. Une fois de plus, les masques tombent. On nous accuse d'avoir magouillé le COBA et on nous dit que le camarade du COBA avec qui nous avons rédigé le tract n'était pas mandaté. (Ce tract où la signature de l'UCFML était apposé a fait venir au COBA ceux qui n'y avaient jamais mis les pieds depuis bien longtemps; leur haine de la politique maoïste y est pour beaucoup !). Le 1er tract est dénoncé parce qu'il parle du soutien au peuple Iranien et dénonce les intérêts de l'État impérialiste français. Il est clair, maintenant, que ces gens là se f... éperdument de ces questions. Leur intérêt est que le COBA vive jusqu'à la coupe du monde et ne soit pas discrédité aux yeux de l'opinion (laquelle ?) par des affrontements le jeudi avec les flics. Il faut être responsable ! On connaît la chanson ... La LCR aura le cynisme de dire que le COBA refuse à l'AG du lendemain de prendre des décisions pour la manif et que le COBA doit être le seul organisateur.

Nous sortons de la réunion, conscient que jeudi nous ne devons, avec les camarades Iraniens, ne compter que sur nos propres forces. Les camarades Iraniens essaient de ménager la chèvre et le chou, interpellant le COBA sur le thème «faites la manifestation en tant que seuls organisateurs, mais nous nous réservons le droit de poursuivre la manifestation que vous voulez pacifique». Les camarades Iraniens comprendront cette erreur le mercredi à l'AG préparatoire. Cette AG marquera la rupture du point de vue de masse entre les camarades conséquents sur les questions de l'anti-fascisme et de l'anti-impérialisme et les éternels pompiers de la lutte de classe: les trotskystes, venus pour insulter les maoïstes (vous êtes payés par les flics !) et faire admettre à une AG qu'il fallait simplement traîner ses savates pendant 1 heure au centre ville en disant que la bourgeoisie est très méchante.



Malgré l'énorme dispositif policier, de petits groupes parcourent les rues de Toulouse.

La manifestation du 11 Mai : une victoire !

Le jeudi à 17h30, le lieu d'appel de la manifestation est investi par les flics: 500 au total, des escadrons de gendarmes mobiles, des compagnies de CRS, toute la police urbaine. La bourgeoisie sur les questions de l'impérialisme est vraiment à l'offensive. Ce soir il ne fait pas bon avoir les cheveux longs, avoir la peau basanée ou un casque de moto à la main. Nous ne tenons pas la manifestation à l'endroit appelé et nous dirigeons par très petits groupes vers un rendez-vous secondaire préparé après l'AG du mercredi soir avec les organisations conséquentes.

Une cinquantaine de révolutionnaires déterminés se regroupent prestement en sortant des banderoles et parcourant les rues une bonne vingtaine de minutes en criant leur soutien au peuple Iranien et leur haine aux impérialistes de tous poils. C'est une grande victoire. On ne peut impunément baillonner la voix de la justice et de la révolution !

Les gens sur les trottoirs manifestent visiblement leur accord et prennent avec sympathie les tracts que nous leur tendons. Puis, c'est la dispersion. Nous nous dirigeons alors vers des abri-bus dans le centre-ville sur des lignes allant vers le stadium. Là nous collons des affiches sur les bus pendant que des camarades discutent avec le chauffeur, parfois avec un clin d'oeil complice qui fait plaisir et facilite le travail, parfois avec une grande frayeur quand c'est un chauvin-raciste qui conduit et a failli renverser un camarade.

Nous devons nous disperser cette fois définitivement sur une intervention de flics en civil qui embarquent 5 camarades, relâchés le lendemain.

Même si en définitive le match a pu avoir lieu, grâce au dispositif policier et militaire mis en place (des paras ont même participé au dispositif autour du stade !) et aussi grâce à l'irresponsabilité de certaines organisations, le bilan de ce jeudi 11 Mai est largement positif.

La manifestation a pu avoir lieu et sur des bases justes d'affrontement à l'État impérialiste et de soutien au peuple Iranien dans sa lutte contre le régime fasciste du Chah.

Dans une étape où toutes les cliques bourgeoises ont rallié l'impérialisme et organisent le silence autour de ces questions, où toutes les organisations «d'extrême-gauche» ont finalement abdicqué devant l'État impérialiste, il est bon que les maoïstes avec les camarades Iranien, aient organisé cette manifestation.

Osons manifester à 10, 20, 30, 50, 100 et plus contre l'État impérialiste français aujourd'hui à l'offensive au Liban, au Tchad, au Sahara et très récemment au Zaïre.

NOUS SOMMES DANS UNE ÉTAPE TRES IMPORTANTE OU L'ON DOIT IMPOSER A LA BOURGEOISIE LE DROIT DU PEUPLE A DESCENDRE DANS LA RUE POUR CRIER SON INDIGNATION ET SA RÉVOLTE CONTRE L'ÉTAT IMPÉRIALISTE FRANÇAIS.

Le «Mundial» des fascistes

Ce texte a été diffusé dans la manifestation parisienne contre le «Mundial» en Argentine du mercredi 31 Mai. Sous la direction des trotskystes, cette manifestation est restée centrée, de simple dénonciation humaniste. Notre tract est le seul à avoir pris position sur la question du sport.



**ATTAQUONS LE «MUNDIAL» DES FASCISTES ARGENTINS !
A BAS LE SPORT IMPÉRIALISTE, LE SPORT CHAUVIN !
VIVE LE SPORT, JEU DE L'AMITIÉ PARMIL LES PEUPLES !**

LE MUNDIAL N'EST PAS SEULEMENT CHEZ LES FASCISTES, IL EST A LEUR SERVICE.

Le régime militaire argentin est féroce et sanglant. Mais il a des problèmes, il est faible et haï par le peuple, par tous les peuples du monde. Le «Mundial» vient à point pour lui donner un dérivatif et une marque de reconnaissance internationale. Le foot là-bas, c'est comme les jeux olympiques de 1936 chez Hitler, comme les jeux olympiques de 80 chez Brejnev: la courbette de tous les États impérialistes devant un régime de gangsters.

LE SPORT IMPÉRIALISTE

L'État impérialiste français, celui des légionnaires et paras massacreurs du Sahara, du Tchad ou du Zaïre, a des intérêts puissants en Argentine. Le football sert ces intérêts. Le football fait partie de la politique des États.

Le sport, le foot, c'est très bien. C'est une réalité du peuple. Tous les grands jeux collectifs sont au départ des inventions populaires.

Mais comme tout ce qui est du peuple, le sport est un enjeu pour les bourgeois. Il s'agit de peser pour organiser le peuple, à travers le sport, dans une vision des choses entièrement réactionnaire.

Le sport est mangé par les rapports marchands. Un grand footballeur s'achète à prix d'or. Les capitalistes se paient des équipes de foot ou des cyclistes pour se faire mousser dans la concurrence. Les États manipulent les équipes «nationales» pour leurs rivalités de brigands.

LE SPORT CHAUVIN

Le sport, par lui-même, est amical. C'est une forme de rapport social actif, pour l'amitié entre les gens de villes différentes, de pays différents.

Dans la manipulation bourgeoise, le sport devient le contraire. C'est le chauvinisme le plus déchaîné, la haine des autres, l'exaltation du tricolore.

L'enthousiasme sportif, c'est très bien. C'est comme une sorte de sentiment artistique dans le peuple. Mais dans la société impérialiste, cet enthousiasme sert de support à une marchandise idéologique infecte: la rivalité égoïste et mesquine entre les gens de deux villes voisines, le chauvinisme national aussi déchaîné que dans les guerres.

C'est bien parce qu'il est lui aussi chauvin, qu'il «fabrique Français», que le PCF soutient le «mondial» en Argentine.

Aujourd'hui, il y a un fort mouvement, en particulier dans la jeunesse, contre le «Mondial». Nous, maoïstes, nous sommes de ce mouvement.

ATTAQUER LE «MUNDIAL», C'EST JUSTE. C'EST SOUTENIR LE PEUPLE ARGENTIN CONTRE LE GANGSTER VIDELA. C'EST COMBATTRE LE CHAUVINISME IMPÉRIALISTE. C'EST DÉFENDRE LE SPORT, L'ARRACHER A LA DICTATURE DES RAPPORTS BOURGEOIS. C'EST LUTTER POUR QUE LE SPORT EXISTE ET SE DÉVELOPPE DANS LE SEUL CAMP DU PEUPLE.



La manifestation anti-«mondial» à Paris.

On a raison de se révolter contre le fantoche Mobutu, ses «coopérants» et ses prétoriens français

L'intervention coloniale des paras français au Shaba doit être combattue sans la moindre hésitation. Les menées du social-impérialisme en Afrique constituent à coup sûr une grave menace pour les peuples. Au regard de la question de la guerre mondiale, l'Afrique est aujourd'hui une ligne de front. Mais l'envoi de troupes françaises ne fait que participer à cette logique impérialiste de la guerre. Au Shaba, les causes internes au Zaïre sont l'aspect principal. La dépendance du FNLC (Front National de Libération du Congo) par rapport aux Cubains et aux Russes est d'autant moins établie que le micro-impérialisme belge a montré clairement qu'il entendait, y compris contre l'impérialisme français, jouer la carte éventuelle d'une «indépendance» du Shaba, comme il avait tenté de la jouer avec Tschombé dans les années 60. Il s'est en outre confirmé que la deuxième super-puissance les USA, se servait de la situation pour tenter de rentrer en scène en Afrique.

Se servir de la présence du social-impérialisme en Angola pour appuyer les massacres français, belges et américains dirigés exclusivement contre les ouvriers et paysans du Zaïre est une ignominie chauvine. S'il peut être juste de soutenir la défense d'un régime national, même réactionnaire, contre une agression sociale-impérialiste, il ne l'est jamais de soutenir un régime fantoche contre la révolte de son peuple. Une telle attitude FAVORISE en réalité la pénétration du social impérialisme.

TROUPES FRANÇAISES, HORS D'AFRIQUE !

MERCENAIRES CUBAINS, EST-ALLEMANDS ET RUSSES, DEHORS !

**A BAS LES RÉGIMES FANTOCHES, AU SERVICE DES SUPERPUISSANCES
ET DE LA GUERRE !**

VIVE LES ÉMEUTES POPULAIRES ANTI-COLONIALES !

**VIVE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE DANS
LES PAYS D'AFRIQUE !**

Le texte qui suit était destiné plus particulièrement à la petite bourgeoisie anti-impérialiste, mais hésitante devant les manoeuvres des révisionnistes et des trotskystes visant à protéger sur le fond le chauvinisme et l'impérialisme français. Pour plus d'éléments sur les causes internes au Zaïre, voir «La situation au Zaïre» dans le «Marxiste-Léniniste» numéro 16 (Mai 77).

IL NE SUFFIT PAS D'ATTAQUER LES INTERVENTIONS MILITAIRES : IL FAUT ATTAQUER LA «COOPÉRATION», ET L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE FRANÇAISE, A L'INTÉRIEUR COMME A L'EXTÉRIEUR.

1) QUI SONT LES «COOPÉRANTS» ?

Qu'est-ce que c'est, les «six jours de terreur dans la cité minière», la «boucherie», les «actes de sauvagerie incroyables» dont la presse pourrie fait ses choux gras ?

Qui sont ces européens, ces «français du Shaba», dont les Mitterrand et les Marchais sont «solidaires» ?

Qu'est-ce que c'est que l'aspect «humanitaire» qu'on veut, à «gauche», distinguer de l'aspect militaire ?

Soyons nets: A Kolwezi, il y a eu plusieurs choses, mais une ne fait pas de doute: c'est l'émeute anti-coloniale de la population des mineurs. Cette émeute, nous sommes pour.

Les fameux «coopérants», pour la plupart, sont directement responsables des exactions commises contre la population africaine. Sous couvert d'aide et de développement, ils mettent en coupe réglée les ressources du pays au profit des puissances étrangères, dont la France. Ils entretiennent du haut de leurs salaires d'exception, une mortalité infantile de 50% chez les Africains, une misère atroce, un parage à la Sud-Africaine dans des dortoirs-prisons.

D'autres (les familles) vivent en parasites de cette exploitation féroce, qui est le seul rapport, avec le racisme, entre les européens et le peuple du Zaïre, en particulier dans la région du Shaba. Ces gens ont voulu nous faire pleurer sur le fait qu'ils avaient bu de l'eau de leur piscine, ou que leurs «boys» avaient participé à l'émeute...

Ces gens sont aussi détestés par le peuple que l'étaient les russes dans leurs villas en Égypte, ou que les américains dans les palaces d'Amérique Latine.

Et ils le savent: depuis 77, d'après leurs propres dires, ils se sentaient installés «sur un volcan», sur un front de guerre.

Ils n'ont rien à faire là, et s'ils y sont, c'est au nom de leurs seuls intérêts, et des intérêts des États impérialistes.

2) LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE FRANÇAISE:

Les interventions de Giscard en Afrique rappellent les pires moments du colonialisme, l'Indochine et l'Algérie. Voici que «nos paras», ces bouchers, et la cocarde raciste, ont à nouveau des supporters. C'est urgent de les attaquer violemment.

Les manifestations sur le Zaïre, c'est juste. Dès Janvier nous avons, nous maoïstes, manifesté, seuls à l'époque, pour le soutien au Peuple Saharaoui, malgré l'interdiction. Il faut continuer.

Ce n'est pas le tout de l'affaire. Les interventions militaires marchent avec l'attaque interne contre le peuple: mesures Stoléru, meurtres racistes, traque des révolutionnaires étrangers: cela aussi, c'est le redéploiement de la société impérialiste. Pour le contrecarrer, il faut mobiliser tout le peuple, dans la voie ouverte par la manifestation de l'automne dernier à Barbès.

Et plus au fond encore, réfléchissons: qu'est-ce, dans la société actuelle, que l'esprit revendicatif syndical? Sinon, dans l'écrasante majorité des cas, la volonté qu'une partie des surprofits impérialistes soit redistribuée aux aiguilleurs du ciel, aux aristocrates ouvriers, aux fonctionnaires ou aux professionnels du «Parisien Libéré» ?

Tout se tient: pour attaquer jusqu'au bout la société impérialiste, il faut aussi en finir avec la version syndicaliste des luttes. Etre, sur ce point, à l'école des OS, des immigrés, des paysans pauvres, des femmes, des jeunes, des intellectuels révolutionnaires, qui depuis Mai 68 vomissent les syndicats et les partis de «gauche», et, pour leur avant-garde, ont entrepris l'édification d'organisations politiques entièrement nouvelles, qu'il s'agisse des Comités Populaires Anti-Capitalistes (CPAC), des noyaux communistes ouvriers, ou de l'organisation maoïste UCFML.

3) QUAND LES «PRO-CHINOIS» FONT UNE GÉO-POLITIQUE DE LARBINS:

Certains «calculateurs» se consolent des atrocités colonialistes de nos paras en pensant que l'impérialisme français sauve la mise du camp occidental face au danger du social-impérialisme russe et de ses mercenaires Cubains.

Sur la réalité de ce danger, il n'y a aucun doute. Nous avons mobilisé très tôt contre l'occupation militaire de l'Angola par les Cubains et contre le régime fantoche de Neto.

Mais la «logique» du soutien à Giscard ne tient pas debout. Pour retarder la guerre mondiale et attaquer l'expansion militaire russe, il n'y a qu'une seule voie: le combat multiforme anti-impérialiste. Car l'impérialisme est fauteur de guerre, et les interventions de Giscard font partie de la logique de la guerre. Dans cette voie, l'autonomie politique du prolétariat est un guide absolu. Se mettre à la remorque des légionnaires français est une solution de faiblesse et de capitulation, y compris sur la question de la guerre, de la lutte contre le social-impérialisme russe, et de l'indépendance nationale.

Nous combattons sans merci, au nom même du maoïsme, les néo-chauvins du PCMLF et leurs acolytes.

La manifestation clandestine contre l'intervention des troupes françaises au Zaïre.



POLYNESIE: des îles sous le joug colonial

Le 9 Juin 1978, un premier meeting sur la situation en Polynésie «française» a réuni une centaine de personnes. Nous nous sommes joints à l'appel de cette initiative qui témoignait des premiers efforts courageux de ce peuple à se dégager du carcan colonial.

Le Collectif pour l'information et la popularisation des luttes Polynésiennes, qui avait préparé la plupart des interventions, a développé la nécessaire dimension culturelle du combat des Polynésiens pour retrouver leur identité nationale. Il a par ailleurs retracé l'historique du processus de la colonisation et des résistances qu'elle a entraîné jusqu'à nos jours où un courant indépendantiste multiplie ses actions.

Au mois de Septembre, nous nous associerons à la campagne contre la répression que l'impérialisme français déclenchera à la rentrée judiciaire à l'encontre des indépendantistes Polynésiens. Dès maintenant, les éléments de ce combat:

1) Tahiti, Moréa, Papeete... Des noms que la propagande coloniale mythifie sans vergogne pour présenter la Polynésie «française» en «paradis touristique» pour cadres fortunés.

Mais aussi Mururoa ! Car c'est en Polynésie qu'est installé le centre d'essais nucléaires de l'impérialisme français. Depuis des années, sans tenir compte des protestations du peuple et des recommandations internationales, l'armée française fait exploser des bombes atomiques. Pendant 10 ans, ces explosions étaient aériennes, mettant en danger l'environnement (des zones immenses étaient vidées des habitants et interdites à la circulation maritime). Depuis 2 ans, elles sont souterraines, comme pour dissimuler ces exactions, sans que cela en change la nature.

2) LA POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS : DESTRUCTION DE L'IDENTITÉ DES PEUPLES ET «ALTERNATIVE» D'ASSISTANCE ET DE DÉPENDANCE FORCÉE :

Voilà le sort réservé par l'impérialisme français à la Polynésie et au peuple Polynésien (140 000 habitants sur des archipels répandus sur une surface maritime équivalente à l'Europe) : depuis 15 ans, l'économie et la société polynésiennes sont bouleversées par l'implantation du centre atomique et le développement du tourisme. L'économie agricole traditionnelle tend à disparaître au profit d'une agriculture spéculative (propriétaires terriens et ouvriers agricoles) tandis que la population est concentrée dans la principale Ile (Tahiti dont la ville principale est Papeete). Une certaine proportion des gens travaillent dans le bâtiment et l'administration, d'autres ne sont pas intégrés: chômeurs, travailleurs occasionnels dans le bâtiment, paysans et pêcheurs traditionnels, «inactifs», etc... L'économie globale du pays dépend des emplois de fonctionnaires et du tertiaire pléthorique liés au centre atomique (ce qui implique une grande dépendance par rapport au plan de l'impérialisme en matière militaire) et de «l'assistance». Le déficit budgétaire est énorme: les exportations ne recouvrent que 10% des importations. Cependant, l'impérialisme français compte bien développer les ressources de ce pays à son profit: recherches minières (nodules: éléments métalliques déposés sur le fond des océans) et aquacoles (culture des algues et élevage des poissons de mer).

3) DU POINT DE VUE DE LA POLITIQUE BOURGEOISE LOCALE :

La bourgeoisie locale est divisée en deux: une fraction, désormais minoritaire, liée aux gaullistes, complètement vendue à l'État et aux capitalistes coloniaux. Cette fraction était favorable à un statut de département (dont les funestes exemples sont les soi-disants «Départements d'Outre-Mer»: Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion).

L'autre partie, arrivée au pouvoir récemment, avait quelques contradictions avec l'État colonial. Elle réclamait «l'autonomie». Elle concentrait un courant populaire sur les thèmes de l'opposition à la bombe. Mais maintenant que le statut d'autonomie a été accordé (une démonstration du caractère mystificateur de cette revendication de la moyenne bourgeoisie coloniale) elle s'est installée dans les mêmes pratiques que ses prédécesseurs gaullistes: affiliés aux partis métropolitains (UDF en général !) se vendant joyeusement aux capitalistes coloniaux, pratiquant la chasse aux sorcières contre les indépendantistes, ne soufflant plus mot sur la bombe, depuis qu'elle est «enterrée» !

4) UN NOUVEAU SOUFFLE DE LA RÉSISTANCE AU COLONIALISME :

Depuis 72 environ, des groupes indépendantistes apparaissent. Encore embryonnaires, ils se font connaître par des actions d'éclat: autour de Charlie Ching, l'un de leurs leaders, ils connaissent une popularité croissante (aux dernières élections, ils ont obtenu 6% des voix, c'est-à-dire ont quadruplé leurs scores). Il faut noter que le nombre des abstentions, toujours important dans les «DOMs-TOMs» est monté à 45% à Papeete aux élections législatives, montrant le peu de consensus parlementaire.

Ces actions ont commencé avec le vol symbolique de munitions inutilisables, à la caserne de Papeete en 72, pour protester contre la bombe: Plusieurs indépendantistes ont été emprisonnés plusieurs années, puis libérés (après une campagne, car l'impérialisme français ne voulait pas appliquer l'amnistie automatique des élections présidentielles).

En 77, une bombe a éclaté à la poste de Papeete (attentat revendiqué par les indépendantistes), et un capitaliste colonial français, D'Anglejan, a été tué dans une résidence de luxe. Au début de cette année, une grande mutinerie a eu lieu à la prison de Papeete, dirigée par les indépendantistes emprisonnés (une vingtaine). Les détenus sont montés sur les toits de la prison et ont tenu 24 heures. Ils criaient les mots d'ordre suivants:

- C'est l'indépendance que nous voulons !
- Journalistes, photographiez-nous, faites connaître que nous voulons l'indépendance !
- Cesser de nous empoisonner ! Faites exploser la bombe sur la tour Eiffel ! (manifestant par là leur opposition au centre nucléaire de l'impérialisme français).
- Francis, tu nous a menti ! (dénonçant Francis Sanford, le principal dirigeant «autonomiste»).
- Les français dehors !

A la suite de la répression coloniale, un gardien et un détenu ont été tués.

5) AUJOURD'HUI, L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ENTREPREND DE TRAINER LES INDÉPENDANTISTES DEVANT LES COURS D'ASSISES.

- pour l'affaire des explosions de la poste et de la mort de d'Anglejan, le procès ouvert le 11 Mai a été interrompu par une démarche des avocats pour demander le pourvoi en cassation et obtenir l'incompétence de la cour locale. En fait, il s'agit d'un procès politique que l'impérialisme français veut camoufler en «affaires criminelles».

- de ce fait, l'affaire de la mutinerie risque de se juger avant ce procès.

- de toutes façons, les tribunaux de l'État colonial vont tenter de condamner les indépendantistes à de longues peines de prison, et même à la peine de mort (4 d'entre eux l'encourent).

Les révolutionnaires et les anti-impérialistes sont solidaires du peuple Polynésien quelles que soient les formes encore embryonnaires de sa lutte, contre le colonialisme français. Ce peuple, brisé systématiquement sur le plan culturel (d'abord utilisation des structures traditionnelles, puis leur destruction partielle pour développer le capitalisme) économique et politique a donné depuis 7 ans un coup de pied sur le fond pour sortir sa tête de l'eau.

Soutenons les inculpés ! Organisons des collectes pour les aider à payer les avocats ! Faisons connaître les luttes de ce peuple !

6) A BAS LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE !

La société impérialiste en France repose non seulement sur l'exploitation et l'encadrement du peuple en France, mais aussi sur l'exploitation et l'oppression des peuples dominés ou attaqués dans le monde par l'impérialisme français. Avec la crise, cela devient clair. Il faut comprendre que l'armée française en Afrique, dans les «DOMS-TOMS»; ses interventions agressives au Zaïre pour protéger des agents impérialistes, au Liban contre les peuples palestiniens et libanais, au Sahara contre le Front Polisario et le peuple Saharaoui combattant; sa défense de la «coopération» impérialiste; tout cela, c'est un pilier de l'État impérialiste français, de ses ressources économiques, de sa force politique.

C'est pour cela que lutter contre les agressions anti-peuples de l'impérialisme français, combattre avec acharnement la guerre qu'il mène contre les peuples qui veulent se libérer, doit aujourd'hui être une partie intégrante et constitutive de la politique révolutionnaire du peuple en France.

**A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !
INDÉPENDANCE POUR LES «DOMS-TOMS» !
LIBÉRATION DES INDÉPENDANTISTES POLYNÉSIENS EMPRISONNÉS !
COLLECTONS DES FONDS EN SOLIDARITÉ AVEC EUX !**

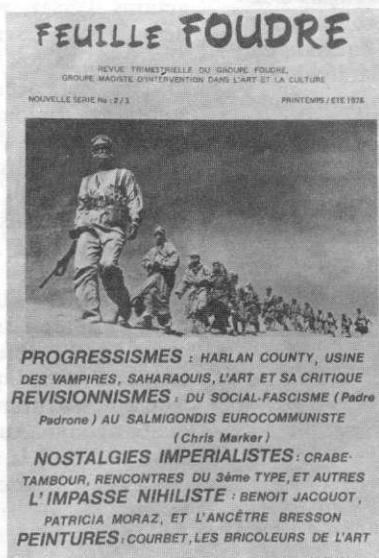
TROUPES FRANÇAISES HORS DU ZAIRE, DU LIBAN, DES «DOMS-TOMS» ! Pas un seul soldat français hors de l'hexagone !

DERNIERES PUBLICATIONS DU

PÔLE MAOÏSTE :

LA POLITIQUE MAOÏSTE, AFFICHES ET PANNEAUX. Un album de l'U.C.F.M.L. aux Éditions Potemkine. Les panneaux du rassemblement maoïste pour l'abstention du 25 février 1978.

l'album illustré : 8 Francs.



Feuille Foudre (nouvelle série No 2/3)
Revue trimestrielle du groupe Foudre
groupe maoïste d'intervention dans l'art et la culture.

ce numéro: 10 Francs

LUTTES DE CLASSE AU PORTUGAL
Revue des Comités P.R.O.P.V. (Portugal Rouge Ouvrier et Paysan Vaincra) No 5
Ce numéro : 4 Francs.



Toutes les publications du pôle maoïste peuvent se trouver dans les librairies suivantes :

à la Librairie Internationale : 2 rue Boulard - 75 014 - Paris
à la Librairie Potemkine : 2, place Notre-Dame-du-Mont - 13 006 - Marseille.
(envois postaux - payés à la commande - en écrivant aux organisations du pôle . Voir page 16)

UNE CONVENTION SCCELERATE

Après avoir appelé, seuls, à une manifestation clandestine contre la menace d'extradition d'Antonio Bellavita, le pôle maoïste et les permanences anti-expulsion ont organisé, avec l'UNEECI (Union Nationale des Elèves et Étudiants de la Côte d'Ivoire) un meeting, le Samedi 10 Juin, contre la convention «anti-terroriste». C'est le premier meeting de ce genre, c'est une date. Il importe de considérer la question des extraditions et de la convention scélérate comme un front de classe étroitement lié à l'ensemble de l'action antagonique contre la société impérialiste.

LA CONVENTION EUROPÉENNE «ANTI-TERRORISTE» : UNE MENACE CONTRE LES PEUPLES.

1. La guerre permanente contre les révolutionnaires :

Dans chaque pays, la bourgeoisie considère comme «illégal» la politique révolutionnaire. Les capitalistes peuvent tuer tous les jours dans les usines: c'est un «accident du travail». Mais si des ouvriers occupent l'usine, si des paysans manifestent, on leur envoie des flics. Si des résidents de foyers s'organisent, on les expulse.

Expulsions, emprisonnements, procès, dissolution des organisations, c'est la politique de la bourgeoisie pour s'opposer à la politique du peuple. Nous luttons avec acharnement contre ces mesures anti-populaires.

La convention «anti-terroriste» vise à élargir à l'échelle internationale cette politique de la contre-révolution.

2. Criminaliser la force du peuple:

La convention vise à l'extradition automatique des étrangers qui font de la politique, si l'État d'origine le demande. Pour faire sauter la protection des réfugiés politiques, cette convention commence par énumérer tous les actes qui - pour les bourgeois - ne seront plus politiques: Article 1: «Ne sera pas considérée comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique, ou comme une infraction inspirée par des motifs politiques...» Suit une longue liste, où vous avez n'importe quoi, par exemple «une attaque à la liberté des personnes», ce qui peut viser une séquestration de patrons d'usine, ou même un piquet de grève !

Il s'agit là de diviser le peuple. De faire penser que toute violence est étrangère au peuple, parce que criminelle, non-politique par définition.

Il s'agit de criminaliser la violence populaire, la révolte, la politique révolutionnaire, pour l'isoler et la bannir.

Cette opération est faite «à froid». C'est la contre-révolution préventive, qui montre la crainte et la faiblesse extrême des petits impérialismes européens, coincés entre les 2 super-puissances (URSS et USA) et la montée des combats politiques du peuple.



Une image du meeting du 10 Juin.

3. L'alibi «terroriste» :

Il y a des gens qui mettent en avant le désaccord politique avec les Brigades Rouges (Italie) ou avec la Fraction Armée Rouge (Allemagne), pour dire: «nous ne les défendons pas, nous acceptons la répression d'état qui frappe les terroristes, tant pis pour eux. Ils se trompent, nous ne sommes pas à l'étape de la lutte armée». Ces gens sont à l'école des nouveaux bourgeois du PCI et du PCF. Ils nous dégoûtent.

Chacun sait que, depuis toujours, le «terroriste» est l'image que le bourgeois veut imposer du révolutionnaire pour le couper du peuple. On appelle «terroriste» les Algériens, les Viet-Namiens, les Palestiniens, les Bolchéviks, les résistants anti-nazis, etc...

Protéger la politique du peuple, c'est se dresser avec la plus grande force contre les mesures des États réactionnaires, et contre tous les complices de ces mesures. Le débat sur les étapes de la révolution regarde le peuple et les révolutionnaires, et eux seuls. L'État et les bourgeois sont invinciblement nos ennemis.

CONTRE LES ÉTATS IMPÉRIALISTES, CONTRE LA CONVENTION «ANTI-TERRORISTE», UNE SEULE ATTITUDE : LA LUTTE FRONTALE, L'ANTAGONISME: LA FORCE POLITIQUE !



Manifestation clandestine contre la menace d'extradition de A. Bellavita: une action concrète contre la «convention anti-terroriste».

SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE TCHADIEN CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

Depuis 1966, le Tchad connaît l'une des premières luttes armées de libération nationale dans les conditions du néo-colonialisme en Afrique. En effet, le peuple Tchadien s'est levé dans de nombreuses régions du pays contre le gouvernement fantoche de Tombalbaye, mis en place par le colonialisme français lors de la soi-disante «indépendance» de 60.

Cette lutte armée a remporté, sous la direction du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT), de nombreuses victoires. En particulier, entre 1966 et 1973, les forces armées de libération ont tenues en échec les 6000 hommes du corps expéditionnaire français engagé dans des exactions de type colonial contre la révolte du peuple Tchadien (incendies de palmeraies, destruction du bétail et empoisonnement des puits, massacres, tortures et bombardements anti-personnel massif, etc...). Battus sur le terrain, les franco-fantoques ont finis par renoncer à contrôler la plus grande partie du pays ne conservant leur emprise que sur la zone cotonnière du Sud et N'djaména, la capitale.

Après un coup d'État qui a renversé et tué Tombalbaye, le nouveau régime militaire de F. Malloum, après quelques tentatives de «réconciliation nationale» et quelques «brouilles» avec l'impérialisme français, a fini par en revenir aux pratiques de dépendance la plus grande envers lui.

Aujourd'hui, à nouveau, plus de 1000 légionnaires et parachutistes français sont engagés contre la «rébellion». Récemment, ils ont commis l'une de leurs «héroïques» actions militaires néo-coloniales, à l'instar des bombardements de colonnes Saharouies et des opérations de police coloniale à Kolwézi, ils ont encerclé quelques centaines de combattants Tchadiens dans une palmeraie et ont bombardé celle-ci avec des avions Jaguars, faisant de nombreux tués.

Ils ne font là que reprendre les méfaits pratiqués depuis les débuts de la colonisation: ainsi, en 1913, les troupes françaises ont réduits la dernière



Des combattants Tchadiens devant la carcasse d'un avion français abattu.

résistance armée de type traditionnel à la pénétration coloniale, en bombardant à coups de canons une armée de 2000 hommes encerclés dans un village fortifié. Mais aujourd'hui, cette exaction ne restera pas impunie et n'entravera pas le développement de la lutte de libération nationale du peuple Tchadien.

Quelles que soient les incertitudes, la complexité de la situation en Afrique et les tentatives d'infiltration du social-impérialisme dans les mouvements de libération, nous devons soutenir cette lutte, restée isolée dans notre pays dans sa première et difficile phase (contre le 1er corps expéditionnaire français). Aujourd'hui, l'impérialisme français dans son redéploiement en Afrique renforce encore son agression au Tchad.

**SOUTENONS LA LUTTE DU PEUPLE
TCHADIEN !
TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !**

RESTAURATION COLONIALE ET FEODALE AUX COMORES

Les Comores, archipel de l'océan Indien au large du Mozambique près de Madagascar, étaient une colonie française (dénommée soi-disant «TOM : territoire d'outre-mer» après la seconde guerre mondiale). En 1975, le politicien colonial Ahmed Abdallah, poussé par les aspirations des masses Comoriennes, proclame «l'indépendance unilatérale» des Comores. C'en est trop pour le colonialisme français. Un «malentendu», comme A. Abdallah l'explique en long et en large aujourd'hui, arguant de sa «bonne volonté vis-à-vis de la France», s'installe: l'État impérialiste français, prétextant d'un référendum majoritairement opposé à l'indépendance dans la petite Ile de Mayotte (40 000 habitants) soumise à la dictature fasciste du parti de Marcel Henry, la

détache de l'archipel, et y installe ses troupes. Comme par hasard, le port de l'Ile est un des ports stratégiques en eau profonde de l'océan Indien. Il fait partie aujourd'hui du dispositif militaire de la flotte impérialiste française dans l'océan Indien (avec Djibouti et certains Ilots autour de Madagascar, occupés illégalement).

Dans les autres Iles, A. Abdallah installe un régime appuyé sur les féodaux locaux - il est lui-même un des plus riches propriétaires terriens de l'océan Indien. Ses contradictions avec l'impérialisme français demeurent cependant, principalement du fait de celui-ci. Les masses populaires quant à elles voyaient en lui le continuateur de la situation coloniale.

C'est pourquoi A. Abdallah est renversé sans mal par Ali Soilih, qui met en place un régime, plus classique aujourd'hui en Afrique, dirigé semble-t-il par la petite bourgeoisie bureaucratique. Cette solution, que l'impérialisme français avait cru plus favorable à ses desseins, évolua progressivement dans le sens d'une collaboration avec d'autres impérialismes et d'autres pays. La fragilité de l'économie et de la société Comorienne, provoquée par les incroyables pratiques coloniales (ce pays était aux mains des parfumeurs: pour cultiver les essences délicates, le peuple Comorien manquait de riz !), ne permit pas un développement rapide du pays.

Cependant, l'impérialisme français voyait le pays lui échapper de plus en plus. Un coup d'État fut donc organisé par différents milieux coloniaux, en particulier les gaullistes de la Réunion (Debré approuva bruyamment le coup avant même son issue).

Sinistre épisode colonial: A. Abdallah revient au pouvoir avec d'autres féodaux, portés par une cinquantaine de mercenaires européens (dont «l'affreux Katangais» le français Bob Denard - aujourd'hui chef des forces armées «Comoriennes») qui assassinent Ali Soilih et emprisonnent ses collaborateurs. La télévision française et la presse bourgeoise embouchent la trompette de la calomnie envers le régime de A. Soilih, pour justifier la restauration de l'ordre féodal et colonial. La perspective de rapides négociations avec la France est à l'ordre du jour.

OPPOSONS-NOUS A CETTE SINISTRE PROPAGANDE COLONIALE !

L'impérialisme français maintient dans l'océan Indien un dispositif militaire important, tentant de ne pas céder le terrain face aux deux super-puissances USA et URSS qui accumulent les bases d'appui et les flottes dans cette région. Ces troupes accumulent les risques de guerre, et menacent les peuples des pays bordant l'Océan Indien (coups d'État au Yémen, questions du sous-continent Indien, Djibouti, Somalie-Ethiopie, etc...) en s'appuyant sur les causes internes.



Le mercenaire B. Denard derrière le féodal A. Abdallah. Ils font la paire au service de l'impérialisme français.

A BAS LES SUPER-PUISSANCES FAUTEURS DE GUERRE, AGRESSEURS DES PEUPLES !

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ! TROUPES FRANÇAISES HORS DE L'OcéAN INDIEN !

MERCENAIRES HORS DES COMORES ! TROUPES FRANÇAISES HORS DE MAYOTTE, TERRITOIRE COMORIEN OCCUPÉ !

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE COMORIEN !

PSYCHIATRIE et politique révolutionnaire du peuple

FEU SUR LA PSYCHIATRIE BOURGEOISE ! (Lille)

Ce texte est à notre avis très intéressant sur un point, central aujourd'hui, de notre travail : l'enquête maoïste, à la lumière du grand principe formulé par Mao : «Enquêter sur un problème, c'est le résoudre».

Au départ, les camarades ignorent presque tout des questions de la psychiatrie. En outre, le milieu petit-bourgeois contestataire sur ce front ne nous est pas très familier.

Par la pratique du soutien à la gauche et de l'anti-parlementarisme (contre l'aspect «bavardage syndical»), nos camarades obtiennent rapidement une position de pôle dans les débats. Ils provoquent une scission favorable. En somme, leur attaque contre la position syndicaliste leur vaut une audience de masse réelle. Preuve, une fois de plus, que les masses sont sur le fond hostiles au syndicalisme.

TSVP .../...

A ce stade toutefois, les faiblesses l'emportent. Pourquoi ? Essentiellement parce que les camarades ne parviennent pas à formuler positivement, et pratiquement, un point de vue de classe sur la question. L'appel «à s'organiser» reste idéologique, faute de propositions portant sur la transformation de la réalité, et non sur la seule rupture avec la ligne droitière. C'est ainsi que le thème (juste) de la lutte contre les infirmiers - cogneurs est resté une démarcation anti-répressive, un point de révolte, mais n'a pu devenir une force. Car il n'est de force que de la politique révolutionnaire du peuple.

Ce problème renvoie à la fois :

- A la question du marxisme vivant. Qu'est-ce qu'un point de vue marxiste, aujourd'hui, sur l'oppression exercée dans les hôpitaux psychiatriques ?

- A l'ancrage du problème dans le camp du peuple : comment appréhender l'oppression psychiatrique de telle sorte qu'elle relève, à l'évidence, des préoccupations de tout le peuple révolutionnaire, et non des seuls soignants et soignés ?

Bref, par où passe la détermination pratique de la psychiatrie comme un front de classe ?

Le cas de Gildas le Coënt, que nos lecteurs connaissent bien, fournit des indications précieuses. Il montre que la réalisation d'un vaste camp du peuple autour de ceux qui subissent l'oppression psychiatrique est possible, dès lors que cette oppression se donne comme une forme de l'activité anti-populaire des bourgeoisies, non pas dirigée contre des «individus», mais bien contre le droit de la révolte, le droit à la politique du peuple.

Il nous semble qu'en remarquant au passage que mineurs, anciens mineurs et chômeurs sont massivement présents dans les hôpitaux psychiatriques, nos camarades tiennent un fil. Ils lient justement ce point à la situation de crise. Certainement, cette remarque analytique contient, par des chemins que nos camarades trouveront, de quoi résoudre le problème ouvert par l'enquête.

POURQUOI CETTE INTERVENTION ?

Les débats sur la psychiatrie et ses pratiques mobilisent largement la petite bourgeoisie actuellement (voir les films sur la folie, les articles dans «Libération»...)

C'est particulièrement le cas dans notre région où les réunions et débats de «Réseau Alternatif à la psychiatrie» ont mobilisé ponctuellement jusqu'à 300 personnes (et bien plus lors de la venue de «vedettes» de la psychiatrie comme Guattari et Cooper). Phénomène assez normal finalement dans une région où la psychiatrie tient une «bonne» place : 4 hôpitaux psychiatriques, sans compter les nombreux centres spécialisés, les secteurs spécialisés des hôpitaux et les cliniques privées. Il nous a paru important d'avoir un point de vue sur cette mobilisation et d'avancer sur : qu'est-ce qu'une mobilisation démocratique révolutionnaire sur la psychiatrie ?

D'autre part, en période de crise, il nous a semblé important d'aller voir ceux qui se trouvent dans les hôpitaux psychiatriques, qui on y retrouve en priorité : ici d'anciens mineurs et mineurs massivement dans certains services, et aussi les chômeurs font leur apparition.

Le projet qui nous anime est donc : clarifier le rôle actuel des hôpitaux psychiatriques, mettre en évidence leurs pratiques contre le peuple, soutenir la mobilisation démocratique révolutionnaire contre la psychiatrie.

De plus, certains d'entre nous étaient largement interpellés sur cette question par des «collègues» de travail. Toutes ces raisons font que nous nous sentons directement interpellés sur la psychiatrie en tant que maoïstes.

COMMENT NOS ARRIERES POLITIQUES TRANCHENT LES CAMPS EN PSYCHIATRIE

Au départ, nous nous sentons terriblement ignorants de la pratique psychiatrique et nos ambitions étaient timides : Aller aux réunions de Réseau «pour se faire un point de vue». Mais être militants maoïstes, c'est avoir des arrières politiques qui permettent d'emblée d'intervenir dans les débats. Nous avons tout de suite défoncé les thèmes favorisés de la direction CFDT - Trotskystes :

- «Écoutez nous, nous qui sommes liés avec la classe ouvrière dans la lutte syndicale» !

- «Discutez à Réseau, venez travailler avec nous dans le syndicat» !

- «Réseau, ce n'est pas une organisation. Ça doit rester informel, un lieu d'échange de tous les bilans «Alternatifs». Tous les points de vue sont bons» !

En soutenant le point de vue : «il faut avoir dans Réseau une pratique effective contre les points de vue les plus révoltants de la psychiatrie», nous avons scindé les camps à l'intérieur de Réseau et constitué autour de nous un premier groupe de 10-15 personnes, des élèves infirmières psychiatriques en majeure partie.

Voilà comment, l'ancienne direction laissant le terrain, nous nous sommes retrouvés dirigeants à l'intérieur de Réseau - localement.

A BAS LA PSYCHIATRIE CONTRE LE PEUPLE !

Les choses avaient été simples, l'analyse le fut aussi ! ...

Réseau se gonfle et se dégonfle parce que la direction voulait qu'il reste informel et ne pratique pas : lançons un appel à s'organiser pour pratiquer contre la psychiatrie.

On rédige un tract d'appel à une Assemblée Générale de Réseau : «la psychiatrie contre le peuple», tract mettant en avant la nature de classe de la psychiatrie, dénonçant des pratiques intolérables, situant l'alternative dans le camp du peuple et lançant un appel à s'organiser pour transformer les choses. Il y a une très grande mobilisation dans le groupe pour rédiger et diffuser ce tract : sur les hôpitaux psychiatriques, les restaurants universitaires, les facs et un marché.

Ce tract tape juste et scinde les camps dans les hôpitaux psychiatriques ; essentiellement le point qui dénonce les infirmiers-cogneurs ; les syndicalistes sont dans tous leurs états, la CFDT pond un tract mobilisant pour aller à l'AG contre nous, répand partout : «C'est le tract des maos qui manipulent des élèves-infirmières» ; les infirmiers-cogneurs nous promettent de faire connaissance avec leurs gros bras. Un directeur d'hôpital psychiatrique se voit refuser par les diffuseurs du tract son invitation à venir discuter «autour d'une tasse de café dans son bureau». Les élèves-infirmières affichent le tract en salle de cours. On ressort une vieille loi de derrière les fagots pour faire disparaître le tract... le lendemain une affiche appelant à un match de foot fleurit sur le mur pour tourner cette loi en dérision.

A l'Assemblée Générale - 12 Février : 50 personnes ... et une voiture de RG devant la porte 2 heures avant l'AG. On s'attendait à une chaude lutte avec les rédacteurs du tract anti-mao : n'ayant réussi à mobiliser qu'eux-mêmes, ils se taisent. En débat de nouveau : la nécessité de s'organiser pour pratiquer contre la psychiatrie.

Puis nous fixons des rendez-vous de travail pour des commissions « d'enquête-intervention ».

Dans les commissions : au plus, 15 personnes, à chaque fois de nouveaux participants. Les mêmes débats se répètent : sur la nécessité de s'organiser, ce qu'est une organisation révolutionnaire, le pôle maoïste et le travail du Groupe Lutte de classe Santé. Puis les commissions s'épuisent faute de combattants.

Voilà comment la direction maoïste n'a guère fait mieux que les précédentes directions syndicalistes... mobiliser, puis liquider, au nom de principes inverses.

Devant la démobilitation du Réseau, nous décidons avec les camarades qui gravitent autour de nous qu'on ne relance pas une mobilisation du même type. Nous devons tirer le bilan de notre pratique, le discuter avec eux en vue de s'unifier pour mettre sur pied une organisation révolutionnaire sur la psychiatrie - type GLS.

LA CAMPAGNE POUR L'ABSTENTION SUR LES HOPITAUX PSYCHIATRIQUES

Puis ce fut Mars et la campagne pour l'abstention, couronnée par un meeting local sur l'abstention.

Nous décidons de faire un appel spécifique pour ce meeting en diffusant un tract dans les hopitaux psychiatriques. C'était le moyen de commencer à dénoncer la pratique de la gauche et de la droite, en psychiatrie comme au niveau d'ensemble, comme des pratiques bourgeoises à l'intérieur du consensus impérialiste, et d'affirmer l'existence d'une autre politique avec les maoïstes : « celle du peuple révolutionnaire autonome et antagonique à tous les partis ».

Nous appelons à deux forums sur la médecine après le meeting : un organisé par le GLS et un forum sur la psychiatrie.

Nous avons donc profité de la campagne pour l'abstention pour faire vivre la nécessité d'appartenir au pôle maoïste pour avoir une pratique révolutionnaire contre la psychiatrie, en nous appuyant sur l'exemple positif du GLS. Le GLS fit une intervention très écoutée sur la mobilisation Sécurex, l'appel à l'abstention et le ralliement au pôle maoïste. Puis des débats commencèrent un peu partout dans la salle sur : quelle pratique contre la psychiatrie, quelles cibles ?

Pour les camarades mobilisés contre la psychiatrie, le premier groupe et de nouveaux venus, à partir de l'appel dans les hopitaux psychiatriques, ce meeting a été un moment de renforcement, l'occasion de mieux saisir quel travail se fait au sein du pôle maoïste. Ça a surtout été l'occasion - une fois de plus - d'interpeller les maoïstes sur : « et nous que faire ici, maintenant, face à la psychiatrie ? » Certains ont demandé et tenu depuis une réunion sur le maoïsme. Nous proposerons plus largement des écoles maoïstes.

Bilan : parler juste, et lancer des appels à l'organisation, ça ne construit jamais une organisation révolutionnaire ! Voilà ce que nous signifient les gens qui veulent se mobiliser avec nous contre la psychiatrie dans le camp du peuple.

Les débats sur la nécessité d'être une organisation révolutionnaire, d'être du pôle pour être une force comme on l'est déjà dans d'autres domaines - en faisant fonctionner d'autres organisations par exemple - ne sont pas organisateurs en eux-mêmes. Ils sont d'accord avec nous sur cette nécessité ; il existe les bases objectives à la création de cette organisation, mais ils attendent de nous que nous soyons vraiment des organisateurs : travaillons de l'intérieur des débats sur la psychiatrie et emparons nous jusqu'au bout de nos tâches de direction.

Nous avons commis un certain nombre d'erreurs. Essentiellement, de ne pas nous appuyer sur ce qui existait au début de notre intervention :

- un groupe de camarades qui nous constituait comme direction et voulait avoir une pratique avec nous.

- la mort d'une malade dans un hopital psychiatrique du Nord. Mort particulièrement révoltante : après traitement expérimental et décrépitude de la malade, on la retrouve à l'hôpital général le bassin complètement défoncé. Nous aurions dû nous appuyer sur la révolte que cette histoire provoquait, porter cette affaire sur la place publique et mener l'enquête. Nous avons laissé les syndicalistes à l'initiative : hors du Réseau, dans les murs de l'hôpital psychiatrique, en saisissant la Justice et en refusant d'ébruiter l'affaire.

A ce moment là, nous lançons les camarades dans l'appel à l'Assemblée Générale pour les disperser ensuite dans les Commissions, alors qu'il aurait fallu renforcer le groupe déjà existant en saisissant fermement cette cible : la mort de la femme à l'hôpital psychiatrique. Nous avons laissé s'installer le défaitisme chez certains camarades face à la nouvelle retombée du Réseau.

DES TACHES DE RECTIFICATION RAPIDE NOUS INCOMBENT

Nous allons soumettre à la discussion le bilan de notre pratique, bilan portant en avant des cibles sur lesquelles avoir une pratique militants directe : travail d'enquête, de constitution de dossiers à diffuser largement ensuite, sur :

- . les morts à l'asile, les expérimentations et autres pratiques révoltantes

- . la réalité du secteur (relai de l'asile dans les quartiers), la position des différentes forces bourgeoises sur le secteur.

Nous proposerons aussi à l'ensemble du groupe de mener la campagne sur Gildas le Coënt. Certaines camarades ont déjà exprimé leur volonté de le faire.

Il faut aussi nous donner les moyens d'intervenir dans les débats sur la psychiatrie :

- . en étudiant ce que véhiculent les différents courants sur la psychiatrie : étude des articles de « Libération », critique des films sur la folie...

- . en avançant sur ce qu'est un point de vue marxiste-léniniste sur la psychiatrie : nous proposerons aux camarades de prendre comme base d'étude et de critique le livre de la collection Yenan : Marxisme-léninisme et psychanalyse.

C'est ainsi que la question de l'organisation devient : quel type de structure organisationnelle se donner qui réponde au travail qu'on entreprend, et qu'on rompt avec les appels formels à l'organisation.

Après rencontre avec le GLS, nous pensons que notre travail va déboucher sur la constitution d'un GLS à Lille, travaillant pour l'instant spécifiquement sur la question de la psychiatrie. En effet, il faut que nous menions une réflexion spécifique sur la psychiatrie, mais nous reprenons entièrement à notre compte les axes du GLS. Pour la médecine psychiatrique également, il faut « que la médecine soit aussi une prise de position sur les rapports sociaux, le travail, les conditions de vie dans les quartiers, et un appui à leur transformation ».

La difficulté, c'est que nous associons le groupe de Lille à un processus doublement en constitution. Le GLS est encore en plein travail sur lui-même, pour avoir la capacité à devenir une organisation révolutionnaire nationale. De plus, s'il fonctionne comme arrière politique pour nous, il n'a encore entrepris aucun travail sur la psychiatrie.

Mais les camarades ont déjà pleinement conscience de la nouveauté du travail que nous nous proposons de faire ensemble, et leur détermination semble à la mesure de la nouveauté de ce travail.

En avant pour l'organisation des révolutionnaires qui se mobilisent contre la psychiatrie !

UNE GRANDE VICTOIRE !



La manifestation pour la libération de Gildas Le Coënt à Guingamp le 27 Mai 1978.

GILDAS LE COËNT LIBÉRÉ :

Gildas Le Coënt, interné depuis le 29 septembre 77, à l'hôpital psychiatrique de Plougernevel a vu sa libération ordonnée par le tribunal le vendredi 16 Juin 78.

C'est une victoire, et c'est une victoire politique. Gildas payait de son internement son refus de laisser remembrer sa terre. Gildas est Breton, il est fils de paysan pauvre. Il a été interné sur la demande du maire PCF de Trébrivan (Côtes du Nord).

L'arrestation et l'emprisonnement psychiatrique de Gildas, c'est un épisode de la lutte sans merci que mènent des groupes de paysans bretons, la plupart petits paysans contre le remembrement.

Le remembrement, si on l'analyse dans sa réalité, village par village, parcelle par parcelle, apparaît comme une gigantesque opération de spoliation des paysans pauvres, au profit des paysans riches et des paysans modernistes. En Centre Bretagne, les paysans pauvres résistent depuis dix ans et souvent avec succès ; de très importants syndicats de défense paysans se sont constitués. La lutte des classes existe à la campagne et la résistance des paysans bretons au remembrement en est un exemple.

L'UCFML, présente en centre Bretagne, soutenant de longue date la lutte des paysans bretons contre le remembrement et les aspirations nationales du peuple breton, s'est, dès l'internement de Gildas mobilisée pour sa libération. Une vaste campagne a été menée sur toute la France pour expliquer la lutte des paysans bretons et dénoncer la psychiatrie policière, la loi sur l'internement administratif de 1838 ; c'est au terme de cette campagne et des recours juridiques entrepris que Gildas a été libéré.

L'U.C.F.M.L. a soutenu les Comités pour la libération de Gildas Le Coënt de Bretagne et de Paris.

Elle a engagé une campagne de pétitions exigeant la libération de Gildas qui a recueilli plus de 5000 signatures dont 2000 en Bretagne. Elle a participé le 27 Mai avec le COBAR (Comité Breton Anti- Répression) et le Comité de Bretagne pour la libération de Gildas à la manifestation de Guingamp qui a réuni plus de 100 personnes pour la libération de Gildas et des prisonniers politiques Bretons. Dans de nombreuses villes de France, l'UCFML a de nouveau expliqué, dans les usines et les quartiers, que les paysans pauvres faisaient partie du peuple, que les luttes paysannes de Bretagne étaient de grandes luttes de classe.

Nous entendons poursuivre notre action:

- contre le remembrement et pour que les paysans pauvres gardent leurs terres
- pour le soutien aux aspirations nationales du peuple Breton
- contre la psychiatrie policière et pour l'abrogation de la loi sur l'internement administratif de 1838.